

ALLER DE L'AVANT

PREMIER TRIMESTRE

POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT
LE 31 MARS 2013



UNE EXPERTISE INTERNATIONALETM
UN ENGAGEMENT HUMAIN

SEMAFO (la « Société ») est une société minière canadienne menant des activités de production et d'exploration aurifères en Afrique occidentale. La Société et ses filiales exploitent actuellement trois mines d'or : la mine Mana au Burkina Faso, la mine Samira Hill au Niger et la mine Kiniero en Guinée. SEMAFO s'est engagée à agir consciencieusement afin de devenir un acteur de premier plan dans les régions géographiques où elle exerce ses activités. La priorité stratégique de SEMAFO consiste à maximiser la valeur pour ses actionnaires par la gestion efficace de ses actifs existants et la recherche d'occasions de croissance organique et stratégique.

Le présent rapport de gestion offre une analyse qui permet au lecteur d'évaluer les variations importantes de la situation financière et du résultat opérationnel pour le trimestre terminé le 31 mars 2013 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion, daté du 13 mai 2013, sert de complément et de supplément à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités) (les « états financiers ») au 31 mars 2013. Nos états financiers et ce rapport de gestion sont destinés à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation de notre résultat opérationnel et de notre performance financière.

Nos états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Toutes les valeurs monétaires figurant dans ce rapport de gestion sont exprimées en dollars américains, sauf indication contraire.

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs. Il convient de porter une attention particulière aux facteurs de risque qui sont exposés aux sections « Risques et incertitudes » et « Énoncés prospectifs » du présent document.

Les termes « nous », « notre », la « Société » ou « SEMAFO » renvoient à SEMAFO inc., ou à SEMAFO inc. collectivement avec une ou plusieurs de ses filiales, selon le cas.

1. Faits saillants de l'exploitation et des résultats financiers

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|---|------------------------------------|-------------------|
| | 2013 | 2012 ⁶ |
| Onces d'or produites | 59 700 | 60 900 |
| Onces d'or vendues | 65 400 | 58 700 |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once, par tonne et par action) | | |
| Produits – Ventes d'or | 106 055 | 100 401 |
| Résultat opérationnel | (1 675) | 38 044 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires | (7 290) | 28 106 |
| Résultat par action de base | (0,03) | 0,10 |
| Résultat par action dilué | (0,03) | 0,10 |
| Résultat opérationnel ajusté ¹ | 33 425 | 38 044 |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires ¹ | 19 662 | 28 106 |
| Résultat par action de base ajusté ¹ | 0,07 | 0,10 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ² | 38 798 | 40 196 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles par action ³ | 0,14 | 0,15 |
| Prix de vente moyen réalisé (par once) | 1 622 | 1 710 |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) ⁴ | 694 | 619 |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) ⁴ | 33 | 35 |
| Coût comptant total (par once vendue) ⁵ | 790 | 708 |

¹ Le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires et le résultat par action de base ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS pour lesquelles il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, le résultat opérationnel ajusté ne tient pas compte de la charge de 35 100 000 \$ se rapportant à la perte de valeur d'actifs non financiers liés à la mine Samira Hill, tandis que le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires et le résultat par action de base ajusté ne tiennent pas compte non plus de l'incidence des participations ne donnant pas le contrôle de 8 148 000 \$ découlant de ces transactions.

² Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

³ Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles par action sont une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

⁴ Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

⁵ Le coût comptant total est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond aux charges d'exploitation minière et aux redevances gouvernementales par once vendue.

⁶ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Message du chef de la direction¹

L'année 2012 a été une année de transition pour notre Société, et c'est dans un contexte général marqué par un marché de l'or tumultueux et une industrie minière en difficulté que nous avons commencé l'année 2013. L'or a plongé à son plus bas niveau depuis 2 ans et le cours de nos actions en a subi les conséquences.

Au niveau de nos opérations, SEMAFO a connu un bon début d'année. Au premier trimestre, nous avons généré des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles de 38,8 millions \$ (0,14 \$ par action) comparativement à 40,2 millions \$ (0,15 \$ par action) au premier trimestre de 2012. Nous avons produit près de 60 000 onces d'or au cours des trois premiers mois de l'année, tout en maintenant notre coût comptant total par once sous les niveaux prévus pour 2013.

Notre mine phare Mana a produit 42 700 onces d'or, ce qui représente plus de 70 % de notre production totale. Le coût comptant total à Mana était de 709 \$ par once, en baisse de 6 % comparativement à 746 \$ au quatrième trimestre de 2012.

Il est important de réitérer notre intention de nous concentrer sur les onces de qualité. À cet égard, notre priorité sera d'accélérer l'avancement dans le secteur Siou de façon à commencer la découverte au plus tard au quatrième trimestre de 2014. La récente volatilité du prix de l'or confirme le bien-fondé de notre décision d'accélérer le développement du secteur à haute teneur Siou, peu sensible aux fluctuations du prix de l'or.

Nous croyons que le fait d'intégrer Siou aux réserves d'ici le troisième trimestre de cette année permettra de dégager un portrait plus clair pour les marchés tout en soulignant le rôle que Siou jouera dans notre stratégie de création de valeur à court terme.

Dans le cadre de notre stratégie structurée d'allocation de capital et notre résolution à maintenir notre programme d'exploration, la totalité du budget d'exploration 2013 de SEMAFO, soit 22 millions de dollars, sera investie à Mana, à l'intérieur d'un rayon de 20 kilomètres de l'usine de traitement. L'accent sera mis sur le forage de délimitation à Siou et les forages d'extension le long du corridor Kokoï, offrant le meilleur potentiel pour les onces de qualité et la génération rapide de flux de trésorerie.

Jusqu'à maintenant, les résultats du programme de forage intercalaire 2013 en cours ont permis de confirmer la bonne continuité et la prévisibilité de la minéralisation ainsi que le prolongement des zones minéralisées, comparativement aux résultats en main à la fin de l'année 2012. Nous sommes en bonne position pour faire avancer le secteur Siou à l'étape des réserves au troisième trimestre de 2013. Nous terminons actuellement les forages de délimitation et nous avons amorcé l'évaluation des impacts sur l'environnement dans le but d'accélérer le processus d'obtention des permis. Notre propriété Mana demeure très prometteuse en ce qui a trait à son potentiel d'exploration, ce qui nous permettra de continuer à bâtir sur nos fondations déjà solides dans les années à venir.

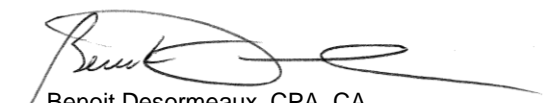
Tel que publié dans notre rapport annuel 2012, nous sommes déterminés à optimiser nos opérations à tous les niveaux et à réduire les coûts afin de maximiser les flux de trésorerie. Tout cela revêt encore plus d'importance dans le contexte économique actuel extrêmement volatile. Nous ferons preuve de discipline et de prudence dans notre allocation de capital et notre gestion des flux de trésorerie de façon à pouvoir réagir efficacement à tous les scénarios réalistes concernant le prix de l'or.

En mars 2013, nous avons annoncé une réévaluation des alternatives stratégiques en lien avec les mines Kiniero et Samira Hill, deux actifs non stratégiques. À la lumière de la récente baisse du prix de l'or, ces deux projets se montrent encore plus sensibles à toute autre baisse du prix de l'or ou à d'autres paramètres techniques. Par conséquent, les investissements seront dorénavant limités à ceux dont la période de recouvrement est à court terme. Nous avons décidé de réduire nos opérations à Samira Hill à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Ceci s'est soldé par une réduction additionnelle de 6 millions \$ des dépenses d'investissement à Samira Hill, qui s'ajoute à la réduction initiale de 10 millions \$ annoncée plus tôt cette année. Les dépenses d'investissement prévues à Samira Hill sont maintenant évaluées à 11 millions \$, en baisse comparativement au budget initialement prévu pour 2013 qui atteignait 27 millions \$. Cette situation s'est soldée par une charge de dépréciation de 35,1 millions \$ au premier trimestre de 2013.

Le conseil d'administration de SEMAFO a autorisé le versement d'un dividende en espèces de 0,02 \$ CA par action ordinaire, payable le 15 juillet 2013 aux actionnaires inscrits au registre à la fermeture des marchés le 30 juin 2013.

Dans cette période de turbulence économique caractérisée par la volatilité du prix de l'or, et sans portrait clairement défini quant au moment et à l'importance des flux de trésorerie qui seront éventuellement générés par le secteur Siou, nous désirons rassurer nos actionnaires que nous serons disciplinés et prudents, tout en continuant de bâtir l'avenir.

Notre priorité consiste à créer de la valeur par la génération de futurs flux de trésorerie. Nous avons identifié la meilleure façon d'aller de l'avant et nous sommes déterminés à éviter les distractions tout en gardant l'œil bien fixé sur nos priorités.



Benoit Desormeaux, CPA, CA
Président et chef de la direction

¹ Certains énoncés contenus dans le « Message du chef de la direction » sont prospectifs. Se reporter à la note 21 pour de plus amples détails concernant les énoncés prospectifs.

BILAN DU PREMIER TRIMESTRE DE 2013

- Production aurifère de 59 700 onces, une diminution de 2 % par rapport à la période correspondante de 2012
- Ventes d'or de 106,1 millions \$, une augmentation de 6 % par rapport à la période correspondante de 2012
- Perte de valeur hors trésorerie de 35,1 millions \$ se rapportant à des actifs non financiers liés à la mine Samira Hill
- Perte opérationnelle de 1,7 million \$, en comparaison d'un résultat opérationnel de 38,0 millions \$ pour la période correspondante de 2012
- Perte nette attribuable aux actionnaires de 7,3 millions \$, ou perte de 0,03 \$ par action, en comparaison d'un résultat net attribuable aux actionnaires de 28,1 millions \$, ou 0,10 \$ par action, pour la période correspondante de 2012
- Résultat opérationnel ajusté¹ de 33,4 millions \$, comparativement à 38,0 millions \$ pour la période correspondante de 2012
- Résultat net ajusté¹ attribuable aux actionnaires de 19,7 millions \$, ou 0,07 \$ par action¹, comparativement à 28,1 millions \$, ou 0,10 \$ par action, pour la période correspondante de 2012
- Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles² de 38,8 millions \$, ou 0,14 \$ par action, comparativement à 40,2 millions \$, ou 0,15 \$ par action, pour la période correspondante de 2012
- Les forages de délimitation dans le secteur Siou à Mana confirment la minéralisation et l'extension
- L'estimation des réserves minérales pour le secteur Siou devrait être publiée au troisième trimestre 2013
- Déclaration d'un dividende de 0,02 \$ CA par action payable aux actionnaires de la Société

¹ Le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires et le résultat par action de base ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS pour lesquelles il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, le résultat opérationnel ajusté ne tient pas compte de la charge de 35 100 000 \$ se rapportant à la perte de valeur d'actifs non financiers liés à la mine Samira Hill, tandis que le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires et le résultat par action de base ajusté ne tiennent pas compte non plus de l'incidence des participations ne donnant pas le contrôle de 8 148 000 \$ découlant de ces transactions.

² Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

2. Tendances économiques clés¹

Prix de l'or

Au premier trimestre de 2013, le prix de l'or, mesuré selon le cours moyen de l'or fixé à Londres (London Gold Fix PM), a fluctué entre 1 574 \$ et un maximum de 1 694 \$ l'once. Le cours moyen de l'or sur le marché s'est établi à 1 632 \$ l'once au premier trimestre de 2013, en comparaison de 1 691 \$ l'once pour la même période en 2012, ce qui représente une baisse de 59 \$, ou 3 %. Au cours du mois d'avril 2013, le prix de l'or a reculé davantage, jusqu'à tomber à 1 322 \$ l'once.

Notre prix de vente moyen réalisé pour l'or s'est établi à 1 622 \$ l'once au premier trimestre de 2013, comparativement à 1 632 \$ l'once pour le cours moyen fixé à Londres.

| | 2013 | 2012 |
|-----------------------------------|-------|-------|
| (en dollars par once) | T1 | T1 |
| Cours moyen fixé à Londres | 1 632 | 1 691 |
| Prix de vente moyen réalisé | 1 622 | 1 710 |

Pressions sur les coûts

La Société, comme l'ensemble du secteur, a été touchée par les pressions sur les coûts de mise en valeur et d'exploitation. Dans la mesure où nos activités minières consomment beaucoup d'énergie, l'évolution des prix du carburant peut avoir une incidence importante sur nos activités et sur les résultats financiers correspondants. Nos sites ont enregistré une hausse des coûts du carburant au premier trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012. À titre d'indicateur pouvant expliquer l'évolution des coûts du carburant, le cours moyen du baril de pétrole Brent s'est établi à 112 \$ au premier trimestre de 2013, contre 118 \$ pour la même période de 2012. Par conséquent, nous devrions bénéficier d'une baisse des coûts du carburant au cours des mois à venir.

Devises

Nos activités d'extraction et d'exploration minières sont menées en Afrique occidentale. Par conséquent, une portion des coûts opérationnels et des dépenses d'investissement est libellée en devises étrangères, surtout en euros.

Au premier trimestre de 2013, le dollar américain a été moins vigoureux par rapport à l'euro comparativement à la période correspondante de 2012. Par conséquent, la fluctuation des taux de change a eu une incidence négative sur notre coût comptant d'exploitation² au premier trimestre de 2013.

¹ Ces énoncés sont prospectifs. Se reporter à la note 21 pour de plus amples détails concernant les énoncés prospectifs.

² Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

3. Résultats consolidés et opérations minières

| | Trimestres terminés les 31 mars | | |
|--|------------------------------------|-------------------|-----------|
| | 2013 | 2012 ⁶ | Variation |
| Faits saillants de l'exploitation | | | |
| Onces d'or produites | 59 700 | 60 900 | (2) % |
| Onces d'or vendues | 65 400 | 58 700 | 11 % |
| (en milliers de dollars, sauf les montants par once, par tonne et par action) | | | |
| Produits — Ventes d'or | 106 055 | 100 401 | 6 % |
| Charges d'exploitation minière (hors redevances gouvernementales) | 46 124 | 37 242 | 24 % |
| Redevances gouvernementales | 5 547 | 5 077 | 9 % |
| Perte de valeur | 35 100 | — | — |
| Résultat opérationnel | (1 675) | 38 044 | — |
| Charge d'impôt sur le résultat | 10 285 | 6 189 | 66 % |
| Résultat net attribuable aux actionnaires | (7 290) | 28 106 | — |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ¹ | 38 798 | 40 196 | (3) % |
| Résultat par action de base | (0,03) | 0,10 | — |
| Résultat par action dilué | (0,03) | 0,10 | — |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles par action ² | 0,14 | 0,15 | (7) % |
| Résultat opérationnel ajusté ³ | 33 425 | 38 044 | (12) % |
| Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires ³ | 19 662 | 28 106 | (30) % |
| Résultat par action de base ajusté ³ | 0,07 | 0,10 | (30) % |
| Prix de vente moyen réalisé (par once) | 1 622 | 1 710 | (5) % |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) ⁴ | 694 | 619 | 12 % |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) ⁴ | 33 | 35 | (6) % |
| Coût comptant total (par once vendue) ⁵ | 790 | 708 | 12 % |

¹ Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

² Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles par action sont une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

³ Le résultat opérationnel ajusté, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires et le résultat par action de base ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS pour lesquelles il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, le résultat opérationnel ajusté ne tient pas compte de la charge de 35 100 000 \$ se rapportant à la perte de valeur d'actifs non financiers liés à la mine Samira Hill, tandis que le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires et le résultat par action de base ajusté ne tiennent pas compte non plus de l'incidence des participations ne donnant pas le contrôle de 8 148 000 \$ découlant de ces transactions.

⁴ Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

⁵ Le coût comptant total est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond aux charges d'exploitation minière et aux redevances gouvernementales par once vendue.

⁶ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

3. Résultats consolidés et opérations minières (suite)

Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012

- L'augmentation des produits au premier trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012 résulte de l'accroissement du volume des ventes attribuable à Kiniero, dont les activités de traitement ont repris en avril 2012 (la mine Kiniero avait connu une suspension temporaire de ses activités au premier trimestre de 2012), contrebalancé par un recul du prix moyen réalisé de l'or. La variation entre les onces d'or vendues au cours du trimestre et les onces d'or produites s'explique par une hausse des stocks de lingots à la fin de l'exercice 2012 découlant du calendrier des expéditions.
- Les charges d'exploitation minière de la Société ont augmenté au premier trimestre de 2013 en raison du traitement de minerai à faible teneur, qui a entraîné une augmentation des coûts de production. Les charges d'exploitation minière ont également augmenté dans l'ensemble, en raison de la reprise des activités à Kiniero en avril 2012.
- À la fin de 2012, une réévaluation du montant estimé des flux de trésorerie futurs attendus de la mine Samira Hill a donné lieu à une perte de valeur de 60 millions \$. Cet exercice a également démontré la grande sensibilité de cette propriété non stratégique aux fluctuations des paramètres économiques et techniques. Samira Hill constitue un actif non stratégique et la Société a choisi d'examiner d'autres solutions stratégiques pour ce projet. En mars 2013, nous avons annoncé une diminution de 10 millions \$ des dépenses d'investissement, suivie d'une réduction supplémentaire de 6 millions \$. De plus, la Société a pris la décision de réduire les opérations à la mine Samira Hill à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Un test de dépréciation a dû être effectué au 31 mars 2013 en raison de cette décision.
 - Le test de dépréciation a indiqué que la valeur recouvrable calculée en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente était inférieure à la valeur comptable de cette unité génératrice de trésorerie. Un taux d'actualisation après impôt de 8,5 % a été utilisé aux fins du calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.
 - Par conséquent, pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, la Société a comptabilisé, à l'état consolidé du résultat, une perte de valeur des actifs non financiers de 35 100 000 \$ (néant en 2012), dont une tranche de 25 900 000 \$ se rapporte à des immobilisations corporelles et une tranche de 9 200 000 \$ se rapporte à du minerai empilé ainsi qu'à des fournitures et pièces de rechange pour la mine Samira Hill. Cette perte de valeur a été comptabilisée dans le secteur d'exploitation de la mine Samira Hill.
- La baisse du résultat opérationnel au premier trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012 est directement attribuable à l'augmentation des charges d'exploitation minière et à la perte de valeur d'actifs non financiers liés à la mine Samira Hill.
- La charge d'impôt sur le résultat s'est accrue au premier trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la reprise d'actifs d'impôt différé liés à la mine Samira Hill comptabilisée au premier trimestre de 2013, conjuguée à l'incidence du produit d'impôt différé inscrit au premier trimestre de 2012, reflétant l'incidence des variations de change sur les actifs non monétaires libellés en devise dont la comptabilisation est obligatoire.
- Une perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevé à 7 290 000 \$ au premier trimestre de 2013, en comparaison d'un résultat net attribuable aux actionnaires de 28 106 000 \$ pour la période correspondante de 2012, ce qui s'explique essentiellement par le recul du résultat opérationnel.

4. Résultat opérationnel sectoriel

| | Trimestres terminés les 31 mars | | |
|--|------------------------------------|-------------------|-----------|
| | 2013 | 2012 ² | Variation |
| (en milliers de dollars) | | | |
| Mine Mana, Burkina Faso | 30 297 | 41 035 | (26) % |
| Mine Samira Hill, Niger ¹ | (29 395) | 4 316 | – |
| Mine Kiniero, Guinée | 2 810 | (1 186) | 337 % |
| Corporatif et autres | (5 387) | (6 121) | 12 % |
| | (1 675) | 38 044 | – |

¹ Le résultat opérationnel tient compte d'une perte de valeur de 35 100 000 \$ comptabilisée à l'égard d'actifs non financiers liés à la mine Samira Hill au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013.

² Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

4. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières

Mana, Burkina Faso

| | Trimestres terminés les 31 mars | | |
|---|------------------------------------|-------------------|-----------|
| | 2013 | 2012 ⁵ | Variation |
| Données d'exploitation | | | |
| Minerai extrait (tonnes) | 675 200 | 781 400 | (14) % |
| Minerai traité (tonnes) | 711 900 | 626 800 | 14 % |
| Teneur traitée (g/t) | 2,21 | 2,53 | (13) % |
| Récupération (%) | 89 | 87 | 2 % |
| Onces d'or produites | 42 700 | 48 000 | (11) % |
| Onces d'or vendues | 44 900 | 46 300 | (3) % |
| Données financières (en milliers de dollars) | | | |
| Produits – Ventes d'or | 72 578 | 79 233 | (8) % |
| Charges d'exploitation minière (hors redevances gouvernementales) | 28 142 | 26 201 | 7 % |
| Redevances gouvernementales | 3 694 | 3 888 | (5) % |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles | 9 349 | 7 134 | 31 % |
| Charges administratives | 728 | 726 | – |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative ¹ | 368 | 249 | 48 % |
| Résultat opérationnel sectoriel | 30 297 | 41 035 | (26) % |
| Statistiques (en dollars) | | | |
| Prix de vente moyen réalisé (par once) | 1 616 | 1 711 | (6) % |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) ² | 619 | 562 | 10 % |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) ² | 37 | 41 | (10) % |
| Coût comptant total (par once vendue) ³ | 709 | 650 | 9 % |
| Dotation aux amortissements (par once vendue) ⁴ | 208 | 154 | 35 % |

¹ Les dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative excluent les contributions et les projets parrainés par la Fondation SEMAFO.

² Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

³ Le coût comptant total est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond aux charges d'exploitation minière et aux redevances gouvernementales par once vendue.

⁴ La dotation aux amortissements par once vendue est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond à la charge d'amortissement par once vendue.

⁵ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

4. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières (suite)

Mana, Burkina Faso (suite)

Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012

- Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, un total de 675 200 tonnes de minerai et de 2 138 900 tonnes de roches stériles ont été extraites des fosses Wona et Kona, ce qui correspond à un ratio de découverte de 3,2:1. De plus, 7 900 400 tonnes de roches stériles ont été extraites des fosses Wona et Kona dans le cadre de la phase de pré-découverte. En comparaison, 781 400 tonnes de minerai et 4 827 000 tonnes de roches stériles avaient été extraites des fosses Wona et Nyafé au cours de la période correspondante de 2012, pour un ratio de découverte de 6,2:1. En outre, 880 600 tonnes de roches stériles avaient été extraites de la fosse Wona dans le cadre de la phase de pré-découverte. Bien que la quantité de minerai extrait ait diminué au premier trimestre de 2013 par rapport à la même période de 2012 du fait de l'accent qui a été mis sur les activités de pré-découverte, la quantité totale de minerai extrait a augmenté de 65 % par rapport à la période correspondante de 2012 en raison de l'ajout d'équipement minier.
- Une hausse de la capacité de traitement a été enregistrée par suite de la mise en service de la phase IV de l'expansion de l'usine, qui a été achevée en juillet 2012.
- La diminution de la teneur s'explique par la plus grande alimentation en minerai oxydé provenant de la fosse Kona, dont la teneur est plus faible que le minerai extrait des fosses Wona et Nyafé au premier trimestre de 2012, ainsi que par le traitement de minerai de plus faible teneur provenant du minerai empilé en réserve.
- La diminution du nombre d'onces d'or produites, malgré une légère hausse du taux de récupération de l'or et une augmentation du débit de traitement, est directement liée au traitement de minerai de plus faible teneur.
- La baisse du coût comptant d'exploitation par tonne traitée découle essentiellement de la diminution du ratio de découverte et de la baisse des frais d'entretien. L'augmentation du coût comptant d'exploitation par once produite résulte de la diminution de la teneur.
- L'augmentation de la dotation aux amortissements s'explique par l'ajout d'équipement minier en 2012.
- Les flux de trésorerie de 28 264 000 \$ qui ont été affectés aux investissements dans les immobilisations corporelles au premier trimestre de 2013 comprennent des frais d'exploration de 7 673 000 \$, des coûts liés à la croissance de la mine Mana de 2 512 000 \$, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 705 000 \$, des frais de découverte capitalisés de 12 538 000 \$, ainsi que des investissements de maintien de 4 836 000 \$. Au premier trimestre de 2012, des liquidités de 44 351 000 \$ avaient été investies comme suit : des frais d'exploration de 9 907 000 \$, des coûts liés à l'expansion de la mine Mana de 3 869 000 \$, des coûts liés au projet d'exploitation souterraine de 6 057 000 \$ à Mana, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 9 165 000 \$, des frais de découverte de 1 787 000 \$ et des investissements de maintien de 13 566 000 \$.

Mise à jour sur l'exploration – Priorité sur le secteur Siou

La Société continue de mettre l'accent sur la croissance organique à Mana. Compte tenu des excellents résultats obtenus dans le secteur Siou, la totalité du budget d'exploration 2013 de SEMAFO, soit 22 millions \$, a été allouée à Mana. Le point de mire principal pour l'exploration demeurera les terrains situés à l'intérieur d'un rayon de 20 kilomètres de l'usine de traitement Mana.

Notre priorité consiste à accélérer l'avancement du secteur Siou de façon à commencer les travaux de découverte au quatrième trimestre de 2014. La récente volatilité du prix de l'or confirme le bien-fondé de notre décision d'accélérer le développement du secteur à haute teneur Siou, peu sensible aux fluctuations du prix de l'or.

Nous croyons que le fait d'intégrer Siou aux réserves au troisième trimestre de 2013, en priorisant les premiers 150 mètres de profondeur, permettra de dégager un portrait plus clair pour les marchés tout en soulignant le rôle que Siou jouera dans notre stratégie de création de valeur à court terme.

Dans le cadre de notre stratégie structurée d'allocation de capital et étant donné que l'exploration représente notre avenir, la totalité du budget d'exploration 2013 de SEMAFO, soit 22 millions de dollars, sera investie à l'intérieur d'un rayon de 20 kilomètres de l'usine de traitement Mana. L'accent sera mis sur le forage de délimitation à Siou et les forages d'extension le long du corridor Kokoï, qui offre le meilleur potentiel pour des onces de qualité et la génération rapide de flux de trésorerie.

Les forages de délimitation dans le secteur Siou à Mana confirment la minéralisation et l'extension

Le programme de forage de délimitation en cours à Siou fait appel à quatre foreuses au diamant et deux foreuses à circulation inverse (« RC »). Approximativement 70 % des travaux de forage de délimitation selon un espacement de 50 mètres x 25 mètres ont été complétés sur les 150 premiers mètres de profondeur verticale dans le secteur Siou. Les résultats confirment la bonne continuité et la prévisibilité de la minéralisation comparativement aux résultats en main à la fin de l'année 2012 (voir communiqué de SEMAFO daté du 1^{er} mai 2013).

4. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières (suite)

Mana, Burkina Faso (suite)

Les forages de délimitation dans le secteur Siou à Mana confirment la minéralisation et l'extension (suite)

Les travaux de forage de délimitation de la Phase I selon une grille de 50 mètres x 25 mètres ont débuté en janvier 2013. Au 1^{er} mai 2013, 8 400 mètres de forage RC en 75 sondages et 4 950 mètres de forage carotté en 34 sondages avaient été complétés. Il reste encore 34 trous de forage carotté à compléter dans le cadre de la Phase I sur les 150 premiers mètres de profondeur verticale. Ce programme a pour but de mieux définir la minéralisation dans les zones Siou et Neuf, à l'intérieur des limites de la fosse modélisée dans le cadre de l'estimation des ressources présumées en fin d'année 2012. Les sondages WDC-681 et WDC-667 ont confirmé le potentiel des deux zones, Siou et Neuf. Les meilleurs résultats, obtenus dans le sondage WDC-681 (8,66 g/t Au sur 4,1 mètres dans la zone Neuf et 3,88 g/t Au sur 7,3 mètres dans la zone Siou), permettent d'agrandir la minéralisation potentielle en amont du pendage dans le secteur au sud.

Au début du deuxième trimestre, nous avons amorcé la Phase II du programme de forage à Siou, selon un espacement de 25 mètres x 25 mètres. Quant à la minéralisation potentielle en amont du pendage dans le secteur au sud de Siou, un programme de forage sera entrepris en vue de préparer une estimation de ressources présumées pour le quatrième trimestre de 2013. Ces travaux devraient être suffisants pour établir des réserves exploitables dans le secteur Siou comme prévu d'ici la fin du troisième trimestre de 2013.

Un rapport technique conforme au Règlement 43-101 sur la propriété Mana, incluant un million d'onces d'or en ressources présumées initiales dans le secteur Siou, a été déposé sur SEDAR (www.sedar.com) le 29 mars 2013.

La compilation des données et les autres travaux requis dans le cadre de l'évaluation des impacts sur l'environnement (ÉIE) et le processus d'obtention des permis à Siou ont été entrepris. Le secteur Siou reste une priorité pour la Société en 2013 et tout sera mis en œuvre pour accélérer le développement du secteur jusqu'à l'étape de la production.

Les travaux d'exploration se poursuivent le long du corridor Kokoï avec deux foreuses RC mobilisées dans ce secteur.

Secteur Sud

Essais préliminaires de lixiviation en tas à Yaho

Des essais métallurgiques préliminaires sur des échantillons composites de la zone Yaho ont été effectués au premier trimestre de 2013 par les laboratoires SGS en Afrique du Sud, dans le but d'évaluer le procédé de lixiviation en tas sur le matériel oxydé et transitionnel.

Les résultats montrent un taux de récupération de l'or moyen combiné de 75 % d'après les tests de lixiviation en colonne. Le tableau suivant indique les taux de récupération obtenus pour chaque type de matériel.

| Tests de lixiviation en colonne ⁽¹⁾ | |
|--|--------------|
| Échantillons composites de Yaho | |
| Type | Récupération |
| Matériel saprolitique | 80 % |
| Matériel transitionnel | 65 % |
| Moyenne pondérée | 75 % |

⁽¹⁾ Résultats préliminaires

D'autres tests visant à étudier l'agglomération, les taux de percolation et la perméabilité compactée ont aussi été effectués dans le but d'établir les coûts d'exploitation et les dépenses d'investissement requises.

Une évaluation économique préliminaire et une analyse de la sensibilité, réalisées à l'interne et basées sur ces résultats indiquent que l'utilisation d'un procédé de lixiviation en tas à Yaho ne serait pas rentable au prix de l'or actuel. La décision d'exploiter cette zone a donc été reportée en attente d'une conjoncture économique plus favorable.

Fofina

Comme annoncé antérieurement, le matériel oxydé et transitionnel de la zone Fofina, située à environ 18 kilomètres au sud-ouest de l'usine de traitement Mana, montre d'excellents résultats incluant un taux de récupération de l'or de 92 % avec un procédé de lixiviation au charbon (CIL). La Société projette de transporter le minerai pour le traiter à l'usine de traitement actuelle à Mana. Le processus d'obtention des permis pour Fofina suit son cours.

Dans le cadre de notre stratégie et de nos efforts continus de réduction des coûts et d'optimisation des flux de trésorerie, de l'allocation de capital et du rendement sur investissement, nous nous concentrerons sur les onces de qualité à Mana. Par conséquent, aucun budget d'exploration n'a été alloué en 2013 pour nos deux actifs non stratégiques, les mines Samira Hill et Kiniero.

4. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières (suite)

Samira Hill, Niger

| | Trimestres terminés les 31 mars | | |
|---|------------------------------------|-------------------|-----------|
| | 2013 | 2012 ⁵ | Variation |
| Données d'exploitation | | | |
| Minerai extrait (tonnes) | 534 900 | 468 900 | 14 % |
| Minerai traité (tonnes) | 416 700 | 422 600 | (1) % |
| Teneur traitée (g/t) | 1,05 | 1,37 | (23) % |
| Récupération (%) | 88 | 70 | 26 % |
| Onces d'or produites | 12 200 | 12 900 | (5) % |
| Onces d'or vendues | 15 000 | 12 400 | 21 % |
| Données financières (en milliers de dollars) | | | |
| Produits – Ventes d'or | 24 648 | 21 168 | 16 % |
| Charges d'exploitation minière (hors redevances gouvernementales) | 13 477 | 10 266 | 31 % |
| Redevances gouvernementales | 1 372 | 1 189 | 15 % |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles | 3 716 | 4 821 | (23) % |
| Charges administratives | 346 | 527 | (34) % |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative ¹ | 32 | 49 | (35) % |
| | 5 705 | 4 316 | 32 % |
| Perte de valeur | 35 100 | – | – |
| Résultat opérationnel sectoriel | (29 395) | 4 316 | – |
| Statistiques (en dollars) | | | |
| Prix de vente moyen réalisé (par once) | 1 643 | 1 707 | (4) % |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) ² | 889 | 831 | 7 % |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) ² | 27 | 26 | 4 % |
| Coût comptant total (par once vendue) ³ | 990 | 924 | 7 % |
| Dotation aux amortissements (par once vendue) ⁴ | 248 | 389 | (36) % |

¹ Les dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative excluent les contributions et les projets parrainés par la Fondation SEMAFO.

² Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

³ Le coût comptant total est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond aux charges d'exploitation minière et aux redevances gouvernementales par once vendue.

⁴ La dotation aux amortissements par once vendue est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond à la charge d'amortissement par once vendue.

⁵ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

4. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières (suite)

Samira Hill, Niger (suite)

Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012

- À la fin de 2012, une réévaluation du montant estimé des flux de trésorerie futurs attendus de la mine a donné lieu à une perte de valeur de 60 millions \$. Cet exercice a également démontré la grande sensibilité de cette propriété non stratégique aux fluctuations des paramètres économiques et techniques. Samira Hill constitue un actif non stratégique et la Société a choisi d'examiner d'autres solutions stratégiques pour ce projet. En mars 2013, nous avons annoncé une diminution de 10 millions \$ des dépenses d'investissement, suivie d'une réduction supplémentaire de 6 millions \$. Selon les prévisions, les dépenses d'investissement des neuf mois restants de 2013 devraient s'élever à 11 millions \$. De plus, la Société a pris la décision de réduire les opérations à la mine Samira Hill à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Un test de dépréciation a dû être effectué au 31 mars 2013 en raison de cette décision.
- Le test de dépréciation a indiqué que la valeur recouvrable calculée en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente était inférieure à la valeur comptable de cette unité génératrice de trésorerie. Un taux d'actualisation après impôt de 8,5 % a été utilisé aux fins du calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.
- Par conséquent, pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, la Société a comptabilisé, à l'état consolidé du résultat, une perte de valeur des actifs non financiers de 35 100 000 \$ (néant en 2012), dont une tranche de 25 900 000 \$ se rapporte à des immobilisations corporelles et une tranche de 9 200 000 \$ se rapporte à du minerai empilé ainsi qu'à des fournitures et pièces de rechange pour la mine Samira Hill. Cette perte de valeur a été comptabilisée dans le secteur d'exploitation de la mine Samira Hill.
- Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, 534 900 tonnes de minerai et 1 217 500 tonnes de roches stériles ont été extraites des fosses Libiri B, Libiri NO et Boulon Jounga, ce qui correspond à un ratio de découverte de 2,3:1. De plus, 993 500 tonnes de roches stériles ont été extraites des fosses Libiri NO et Boulon Jounga durant la phase de pré-découverte. Au cours de la période correspondante de 2012, 468 900 tonnes de minerai et 1 474 700 tonnes de roches stériles avaient été extraites des fosses Libiri B, Libiri NO et Samira Principale, pour un ratio de découverte de 3,1:1. En outre, 1 192 300 tonnes de roches stériles avaient été extraites de différentes fosses durant la phase de pré-découverte. La plus grande quantité de minerai extrait découle de l'amélioration du ratio de découverte.
- La diminution de la teneur est attribuable au traitement de minerai provenant des fosses Libiri B et Libiri NO au cours du premier trimestre de 2013, comparativement au traitement de minerai à teneur plus élevée provenant de la fosse Samira Principale durant la période correspondante de 2012.
- Les taux de récupération se sont nettement améliorés au premier trimestre de 2013, s'établissant en moyenne à 88 %, en comparaison de 70 % pour la période correspondante de 2012, en raison du traitement de minerai oxydé provenant des fosses Libiri B et Libiri NO au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, comparativement au traitement de minerai sulfuré provenant de la Samira Principale au cours du trimestre correspondant de 2012.
- Le coût comptant d'exploitation par once produite a augmenté au premier trimestre de 2013 par rapport à la même période en 2012, ce qui rend compte d'une diminution de la teneur.
- La diminution de la dotation aux amortissements est attribuable à la perte de valeur de 60 millions \$ comptabilisée à l'égard d'immobilisations corporelles en 2012. Cette charge hors trésorerie est attribuable à une réévaluation du montant estimé des flux de trésorerie futurs attendus de la mine à la suite de la révision des paramètres techniques et économiques. Cette révision tient compte de la hausse des dépenses d'investissement de maintien, du coût des matières consommables et des coûts opérationnels, de même que d'une augmentation des coûts énergétiques attribuable à la piètre fiabilité du réseau électrique du Niger.
- Les flux de trésorerie qui ont été affectés aux investissements dans les immobilisations corporelles au premier trimestre de 2013 se sont élevés à 4 528 000 \$ et comprennent des frais d'exploration de 43 000 \$, des frais de découverte capitalisés de 2 532 000 \$ et des investissements de maintien de 1 953 000 \$. Au premier trimestre de 2012, des liquidités de 5 891 000 \$ avaient été investies comme suit : des frais d'exploration de 1 860 000 \$, des frais de découverte de 2 555 000 \$ et des investissements de maintien de 1 476 000 \$.
- Nous continuerons d'examiner les solutions stratégiques qui s'offrent à nous en ce qui concerne la mine Samira Hill, tout en suivant ce projet de près afin de nous assurer qu'il continue à générer des flux de trésorerie positifs.

4. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières (suite)

Kiniero, Guinée

| | Trimestres terminés les 31 mars | | |
|---|------------------------------------|---------|-----------|
| | 2013 | 2012 | Variation |
| Données d'exploitation | | | |
| Minerai extrait (tonnes) | 112 900 | — | — |
| Minerai traité (tonnes) | 122 600 | — | — |
| Teneur traitée (g/t) | 1,24 | — | — |
| Récupération (%) | 87 | — | — |
| Onces d'or produites | 4 800 | — | — |
| Onces d'or vendues | 5 500 | — | — |
| Données financières (en milliers de dollars) | | | |
| Produits – Ventes d'or | 8 829 | — | — |
| Charges d'exploitation minière (hors redevances gouvernementales) | 4 505 | 775 | 481 % |
| Redevances gouvernementales | 481 | — | — |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles | 949 | 147 | 546 % |
| Charges administratives | 79 | 259 | (69) % |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 5 | 5 | — |
| Résultat opérationnel sectoriel | 2 810 | (1 186) | 337 % |
| Statistiques (en dollars) | | | |
| Prix de vente moyen réalisé (par once) | 1 605 | — | — |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) ¹ | 864 | — | — |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) ¹ | 36 | — | — |
| Coût comptant total (par once vendue) ² | 907 | — | — |
| Dotation aux amortissements (par once vendue) ³ | 173 | — | — |

¹ Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

² Le coût comptant total est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond aux charges d'exploitation minière et aux redevances gouvernementales par once vendue.

³ La dotation aux amortissements par once vendue est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond à la charge d'amortissement par once vendue.

Comparaison du premier trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2012

- L'usine de traitement a été remise en service en avril 2012, tandis que les activités d'extraction minière ont progressivement et partiellement repris au troisième trimestre de 2012.
- Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons traité 122 600 tonnes de minerai à l'usine à une teneur moyenne de 1,24 g/t Au. La production a totalisé 4 800 onces d'or, à un coût comptant total par once vendue de 907 \$.
- Les flux de trésorerie de 348 000 \$ qui ont été affectés aux investissements dans les immobilisations corporelles au premier trimestre de 2013 comprennent des frais d'exploration de 50 000 \$ ainsi que des investissements de maintien de 298 000 \$. Au premier trimestre de 2012, des liquidités de 2 958 000 \$ avaient été affectées aux frais d'exploration.
- Kiniero constitue un actif non stratégique et nous continuerons d'examiner d'autres solutions stratégiques pour cette propriété. Parallèlement, nous continuerons de suivre ce projet de près afin de nous assurer qu'il génère des flux de trésorerie positifs.

5. Autres éléments de l'état du résultat

Charges administratives

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|--|------------------------------------|-------|
| | 2013 | 2012 |
| (en milliers de dollars) | | |
| Corporatif – Charges administratives | 4 134 | 4 807 |
| Sites – Charges administratives | 1 153 | 1 512 |
| | 5 287 | 6 319 |

Les charges administratives se sont chiffrées à 5 287 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, en comparaison de 6 319 000 \$ pour la période correspondante de 2012, ce qui rend compte de nos efforts au chapitre de l'optimisation.

Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, les dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative se sont établies à 736 000 \$ (691 000 \$ en 2012) et comprennent notamment des contributions de 331 000 \$ (388 000 \$ en 2012) à la Fondation SEMAFO et de 138 000 \$ (228 000 \$ en 2012) à SEMAFO Énergie.

SEMAFO Énergie est une initiative lancée en 2011 qui trouve ses origines dans notre programme de responsabilité sociale corporative et notre désir d'aider les pays d'Afrique occidentale à trouver et à générer de nouvelles sources d'énergie. La Société a respecté tous ses engagements à ce chapitre et entend à présent clore toute affaire en suspens et mettre fin au financement en 2013.

Rémunération fondée sur des actions

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, les coûts liés à la rémunération fondée sur des actions ont totalisé 713 000 \$, en comparaison de 778 000 \$ pour la période correspondante de 2012. Ces coûts comprennent une charge de 631 000 \$ (797 000 \$ en 2012) associée à nos régimes d'options sur actions et une charge de 82 000 \$ (crédit de 19 000 \$ en 2012) ayant trait à notre régime d'unités d'actions restreintes (le « régime d'unités »). La charge de 82 000 \$ liée au régime d'unités comprend une charge de 1 121 000 \$ liée aux unités d'actions restreintes en circulation ainsi qu'un crédit de 1 039 000 \$ découlant de la variation de la juste valeur du cours de notre action. La diminution de nos charges relatives à nos régimes d'options sur actions au premier trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012 s'explique par la diminution importante du nombre d'options octroyées dans le cadre de nos régimes d'options sur actions à la suite de l'implantation du régime d'unités. L'augmentation de la charge ayant trait à notre régime d'unités est attribuable à la hausse du nombre d'unités d'actions restreintes attribuées en 2013.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 439 000 \$ au premier trimestre de 2013, en comparaison de 247 000 \$ pour la période correspondante de 2012.

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'est accrue au premier trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012, en raison de la reprise d'actifs d'impôt différé liés à la mine Samira Hill comptabilisée au premier trimestre de 2013, conjuguée à l'incidence du produit d'impôt différé inscrit au premier trimestre de 2012, reflétant l'incidence des variations de change sur les actifs non monétaires libellés en devise dont la comptabilisation est obligatoire.

5. Autres éléments de l'état du résultat (suite)

Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|--|------------------------------------|-------------------|
| | 2013 | 2012 ¹ |
| Participations ne donnant pas le contrôle (en milliers de dollars) | | |
| Gouvernement du Burkina Faso – 10 % dans SEMAFO Burkina Faso S.A. | 2 228 | 3 407 |
| Gouvernement du Niger – 20 % dans la Société des Mines du Liptako (SML) S.A. | (7 969) | 537 |
| Gouvernement de Guinée – 15 % dans SEMAFO Guinée S.A. | (140) | (708) |
| | (5 881) | 3 236 |

¹ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont directement liées au résultat net de nos filiales.

6. Autres éléments du résultat global

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, les autres éléments du résultat global représentent un montant de néant. Pour le premier trimestre de 2012, les autres éléments du résultat global incluaient une perte d'un montant de 7 362 000 \$ attribuable à la diminution de la juste valeur de notre placement courant, lequel a été vendu au deuxième trimestre de 2012.

7. Flux de trésorerie

Le tableau suivant résume les mouvements des flux de trésorerie :

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|--|------------------------------------|----------|
| | 2013 | 2012 |
| Flux de trésorerie (en milliers de dollars) | | |
| Exploitation | 38 798 | 40 196 |
| Éléments du fonds de roulement | (3 068) | 18 554 |
| Activités opérationnelles | 35 730 | 58 750 |
| Activités de financement | (5 384) | (5 301) |
| Activités d'investissement | (34 213) | (57 710) |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 1 689 | (707) |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période | (2 178) | (4 968) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période | 139 451 | 178 713 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 137 273 | 173 745 |

7. Flux de trésorerie (suite)

Exploitation

Nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles représentent notre principale source de liquidités. Au premier trimestre de 2013, les activités opérationnelles, avant les éléments du fonds de roulement, ont généré des flux de trésorerie de 38 798 000 \$, comparativement à 40 196 000 \$ pour la période correspondante de 2012, malgré une augmentation de 11 % des onces d'or vendues par rapport à la même période de 2012, en raison de la hausse des charges d'exploitation minière. Les éléments du fonds de roulement ont nécessité des liquidités de 3 068 000 \$ au premier trimestre de 2013, alors qu'ils avaient généré des liquidités de 18 554 000 \$ pour la période correspondante de 2012, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des fournisseurs et charges à payer, contrebalancée par la baisse des créances clients provenant des ventes d'or et par la diminution des stocks.

Les informations additionnelles sur les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont fournies à la note 20 a) de nos états financiers.

Financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 5 384 000 \$ au premier trimestre de 2013, comparativement à 5 301 000 \$ pour la période correspondante de 2012. Les flux de trésorerie de ces deux trimestres ont été affectés principalement au versement des dividendes aux actionnaires.

Investissement

Au premier trimestre de 2012, nous avons effectué un placement de 4 813 000 \$ dans des titres de capitaux propres cotés, ce qui avait porté notre placement courant à 29 902 000 \$. Au deuxième trimestre de 2012, nous avons vendu notre placement courant pour un produit de 5 617 000 \$.

Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons investi 33 140 000 \$ dans des immobilisations corporelles, comparativement à 53 200 000 \$ durant la même période en 2012.

Les flux de trésorerie qui ont été affectés aux investissements dans les immobilisations corporelles au premier trimestre de 2013 comprennent des frais d'exploration de 7 766 000 \$, des coûts liés à la croissance de la mine Mana de 2 512 000 \$, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 705 000 \$, des frais de découverte capitalisés de 15 070 000 \$, ainsi que des investissements de maintien de 7 087 000 \$. Au premier trimestre de 2012, des liquidités de 53 200 000 \$ avaient été investies comme suit : des frais d'exploration de 14 725 000 \$, des coûts liés à l'expansion de la mine Mana de 3 869 000 \$, des coûts liés au projet d'exploitation souterraine à Mana de 6 057 000 \$, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 9 165 000 \$, des frais de découverte de 4 342 000 \$ et des investissements de maintien de 15 042 000 \$.

Les liquidités soumises à des restrictions ont augmenté de 1 073 000 \$ au premier trimestre de 2013, en raison principalement de l'injection de fonds dans le compte bancaire affecté à la remise en état au Burkina Faso conformément aux règlements locaux. En comparaison, elles avaient diminué de 303 000 \$ pour la période correspondante de 2012.

8. Situation financière

Au 31 mars 2013, nous maintenions une solide position financière avec 137 273 000 \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie, et sans dette à long terme. Grâce à nos soldes de trésorerie actuels et aux flux de trésorerie que nous prévoyons tirer de l'exploitation, nous sommes en bonne position pour financer nos besoins de trésorerie pour 2013, lesquels ont principalement trait aux activités suivantes :

Obligations et projets en cours :

- ⇒ Programmes d'exploration
- ⇒ Activités de découverte
- ⇒ Paiement de dividendes

| | Au 31 mars 2013 | Au 31 décembre 2012 |
|---|-----------------------|---------------------------|
| (en milliers de dollars) | | |
| Actifs courants | 247 353 | 273 107 |
| Liquidités soumises à des restrictions | 1 996 | 923 |
| Immobilisations corporelles | 400 323 | 404 716 |
| Placement | 19 600 | 19 600 |
| Actifs d'impôt différé | — | 3 000 |
| Actif total | 669 272 | 701 346 |
| Passif total | 81 177 | 100 819 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | 579 903 | 586 524 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 8 192 | 14 003 |

Au 31 mars 2013, notre actif total s'établissait à 669 272 000 \$, comparativement à 701 346 000 \$ au 31 décembre 2012. Nous détenions 137 273 000 \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 mars 2013, comparativement à 139 451 000 \$ au 31 décembre 2012. Le solde de nos actifs se compose principalement d'immobilisations corporelles, ce qui rend compte de la nature de nos activités nécessitant des investissements en capital importants.

Au 31 mars 2013, notre passif totalisait 81 177 000 \$ et se composait essentiellement des fournisseurs et charges à payer, de l'impôt sur le résultat à payer et des provisions.

9. Instruments financiers

Des précisions sur la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers sont fournies à la note 16 des états financiers consolidés annuels de 2012 de la Société. Au cours du premier trimestre de 2013, il n'est survenu aucun changement important dans la nature des risques découlant des instruments financiers ou dans le classement des instruments financiers. De plus, aucune modification n'a été apportée à la méthodologie servant à établir la juste valeur des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière de la Société.

10. Obligations contractuelles

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Nos activités sont régies par des conventions minières qui portent notamment sur la protection de l'environnement. Nous exerçons nos activités de manière à préserver l'environnement et la santé des populations environnantes. Conformément aux modalités de nos conventions minières, nous effectuons des travaux de remise en état de façon progressive en cours d'exploitation, ainsi que des travaux de fermeture et de suivi à la fermeture d'une mine.

Au 31 mars 2013, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'établissait à 10 965 000 \$ (10 375 000 \$ au 31 décembre 2012) et sa valeur estimative non actualisée se chiffrait à 13 441 000 \$ (12 752 000 \$ au 31 décembre 2012). Les sorties de fonds au titre de ces obligations devraient être effectuées au cours des exercices 2013 à 2021. Une charge d'actualisation de 183 000 \$ (596 000 \$ en 2012) a été imputée aux résultats dans les charges financières au premier trimestre de 2013 afin de rendre compte d'une augmentation de la valeur comptable de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, laquelle a été établie à l'aide d'un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 % (7 % en 2012).

Redevances gouvernementales et taxes de développement

Au Burkina Faso, le taux de redevances sur les volumes expédiés est de 3 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or inférieur ou égal à 1 000 \$ l'once, de 4 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or se situant entre 1 000 \$ et 1 300 \$ l'once et de 5 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or supérieur à 1 300 \$ l'once.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, la Société était assujettie à une redevance de 5 %, dont le calcul se faisait à l'aide de la valeur au marché de détail des onces d'or vendues au moment de leur livraison. Au premier trimestre de 2013, des redevances totalisant 3 694 000 \$ (3 888 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso.

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5,5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Samira Hill payable à la République du Niger. Au premier trimestre de 2013, des redevances totalisant 1 372 000 \$ (1 189 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Niger.

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Kiniero payable à la République de la Guinée. De plus, la Société doit investir 0,4 % de ses ventes d'or dans des projets locaux de développement. Au premier trimestre de 2013, des redevances totalisant 481 000 \$ (néant en 2012) ont été payées au gouvernement de la Guinée.

Redevance à la sortie de la fonderie – Mine Samira Hill

Par suite de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle que détenait Etruscan Resources Inc. (« Etruscan ») dans la filiale exploitant la mine Samira Hill au Niger, la Société est assujettie à une redevance à la sortie de la fonderie de 1,5 %. Cette redevance ne s'appliquera qu'une fois que la mine aura produit 750 000 onces d'or, calculées à compter du 1^{er} juillet 2009. Depuis le 1^{er} juillet 2009, la mine Samira Hill a produit un total de 188 600 onces. La Société s'est vu accorder un droit de premier refus qu'elle pourra exercer si Etruscan décide de vendre cette redevance.

Obligations d'achat

Au 31 mars 2013, les obligations d'achat totalisaient 8 371 000 \$. De plus, au 1^{er} octobre 2011, la Société a conclu une entente avec la Société Nationale d'Électricité du Burkina Faso, Sonabel, aux termes de laquelle la Société avancera 9 500 000 \$ pour la construction d'une ligne de transport à haute tension de 73 kilomètres. Ce montant est remboursable à la Société par Sonabel sur une période de huit ans suivant la mise en service. Au 31 mars 2013, aucun montant n'a été avancé à Sonabel à l'égard de ce projet.

Paiements au titre du maintien des droits miniers

Dans le cours normal des activités, afin d'obtenir et de conserver la totalité des avantages liés à la détention de nos permis miniers, nous devons nous engager à investir un montant préétabli dans l'exploration et le développement des terrains visés par les permis que nous détenons sur la période de validité de ces permis. De plus, nous sommes tenus d'effectuer des paiements annuels pour conserver certains titres de propriété. Au 31 mars 2013, nous respectons, sous tous leurs aspects significatifs, la totalité des obligations découlant de la détention de nos permis.

11. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables ayant servi à la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le trimestre terminé le 31 mars 2013 ont été établies selon les IFRS. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés audités annuels de 2012 de la Société et à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour le trimestre terminé le 31 mars 2013 pour obtenir plus de renseignements sur les principales méthodes comptables ayant servi à l'établissement des états financiers.

12. Estimations et jugements comptables critiques

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs sont revus à chaque date de clôture pour vérifier s'il existe un indice quelconque qu'un actif a pu se déprécier et lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette détermination requiert des jugements significatifs. Certains facteurs peuvent déclencher la nécessité de procéder à un test de dépréciation, notamment, sans s'y limiter, des tendances négatives significatives du secteur ou de la conjoncture, y compris dans le cours de l'or et dans les pertes courantes, projetées ou historiques, qui indiquent des pertes continues et des dépenses d'investissement différées.

L'évaluation des justes valeurs par la Société, en ce qui concerne la valeur comptable des actifs non financiers, repose sur de nombreuses hypothèses; il est donc possible que les justes valeurs estimatives diffèrent des justes valeurs réelles.

Les justes valeurs reposent, en partie, sur des facteurs qui peuvent échapper partiellement ou complètement au contrôle de la Société. Cette évaluation comporte une comparaison des justes valeurs estimatives des actifs non financiers à leur valeur comptable respective. Les estimations de la juste valeur par la Société reposent sur de nombreuses hypothèses, notamment, sans s'y limiter, les estimations visant les cours de l'or réalisés, les charges d'exploitation, les taux de récupération de l'or, les réserves minérales, les dépenses d'investissement et les coûts de remise en état des sites ainsi que les taux de change futurs prévus. Les justes valeurs estimatives pourraient différer des justes valeurs réelles et les écarts pourraient être significatifs et avoir une incidence importante sur la situation financière et le résultat opérationnel de la Société. L'estimation des réserves minérales représente la variable la plus importante dans l'estimation des justes valeurs par la Société. Une diminution des réserves pourrait entraîner une perte de valeur qui pourrait réduire le résultat net de la Société.

L'estimation par la direction des flux de trésorerie futurs est soumise à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, il est raisonnablement possible que des changements surviennent en raison de l'évolution de la conjoncture, changements qui pourraient avoir une incidence sur la recouvrabilité des actifs non financiers de la Société.

Au premier trimestre de 2013, une perte de valeur de 35 100 000 \$ (néant en 2012) a été comptabilisée à l'égard de la mine Samira Hill, au Niger, dont une tranche de 25 900 000 \$ se rapporte à des immobilisations corporelles et une tranche de 9 200 000 \$ se rapporte à du minerai empiilé et à des fournitures et pièces de rechange. Cette perte de valeur résulte de la décision de réduire les opérations de cette mine à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Se reporter à la note 10 des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pour plus de précisions.

Après la clôture du trimestre, les cours de marché de l'or ont reculé considérablement et sont tombés en deçà des prix utilisés dans nos plus récents modèles financiers. Si les prix de l'or demeuraient à ce niveau durant une longue période, nous pourrions devoir réévaluer nos hypothèses concernant les prix à long terme, et une importante révision à la baisse de nos prix à long terme constituerait un indice de perte de valeur potentielle. De plus, après la clôture du trimestre, le cours des actions de la Société a diminué de telle sorte que la valeur comptable des actifs nets de la Société a dépassé sa capitalisation boursière, ce qui constitue également un indice de perte de valeur possible. Si la présence de ces indices de dépréciation était décelée à la clôture de notre prochaine période de présentation de l'information financière, la Société pourrait devoir procéder à un test de dépréciation.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale d'immobilisations corporelles relatives aux mines étant donné que les activités minières sont assujetties à plusieurs lois et règlements sur la protection de l'environnement. En général, ces lois et règlements sont en constante évolution, et des dépenses ont déjà été faites et seront faites à l'avenir pour se conformer à ces lois et règlements.

La valeur actualisée estimative des obligations de remise en état est comptabilisée dans la période au cours de laquelle les obligations surviennent. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe est comptabilisée et la dotation aux amortissements se fait sur la durée de vie de l'actif. Le passif est augmenté à chaque période afin de refléter la tranche intérêts (désactualisation) prise en compte dans son évaluation initiale à la juste valeur, et il est aussi ajusté pour tenir compte des changements dans l'estimation du montant, du moment du changement du taux d'actualisation et du coût des travaux à effectuer.

12. Estimations et jugements comptables critiques (suite)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (suite)

Les coûts de restauration future sont comptabilisés selon la meilleure estimation par la direction à la fin de chaque période des coûts en trésorerie non actualisés prévus pour chaque site. La comptabilisation des obligations de restauration et de remise en état exige de la direction qu'elle fasse des estimations des coûts futurs qu'elle engagera pour réaliser les travaux nécessaires à cet égard, conformément aux lois et règlements en vigueur là où elle mène des activités minières.

Les estimations dépendent des coûts de la main-d'œuvre, des répercussions environnementales connues, de l'efficacité des mesures de remise en état et de restauration, des taux d'inflation et des taux d'intérêt avant impôt qui reflètent l'évaluation du marché courante ou la valeur temps de l'argent, ainsi que des risques spécifiques à l'obligation. La direction estime aussi le moment des dépenses, lequel peut changer selon les activités opérationnelles poursuivies et les réserves minérales récemment découvertes.

Les coûts réels engagés peuvent différer de ces estimations. De plus, les changements futurs apportés aux lois et à la réglementation environnementales pourraient accroître l'étendue des travaux de restauration et de remise en état devant être exécutés par la Société. Toute augmentation des coûts futurs pourrait avoir une incidence significative sur le résultat opérationnel. Une étude relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations fait actuellement l'objet d'un examen et devrait être achevée en 2013.

13. Risques et incertitudes

À titre de société minière, nous sommes exposés aux risques financiers et aux risques d'exploitation liés à la nature même de nos activités. Ces risques pourraient avoir une incidence sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel. Par conséquent, un placement dans nos actions ordinaires devrait être considéré comme un placement spéculatif. Les acquéreurs ou détenteurs éventuels de nos actions ordinaires devraient porter une attention particulière à tous nos facteurs de risque.

Risques financiers

Fluctuation des prix de l'or

Les variations des prix de l'or sur le marché auront une incidence importante sur la rentabilité de nos activités. La production aurifère tirée de l'exploitation minière et la volonté de tierces parties, telles que des banques centrales, de vendre et de louer de l'or ont une incidence sur l'approvisionnement en or. La demande d'or peut être influencée par la conjoncture économique, l'attractivité de l'or comme moyen de placement et la vigueur du dollar américain. Les autres facteurs comprennent les taux d'intérêt, les taux de change, l'inflation et la stabilité politique. L'incidence globale de ces facteurs est impossible à prévoir avec exactitude. Les niveaux de production à l'échelle mondiale ont également une incidence sur les prix de l'or.

En outre, le prix de l'or a, à quelques occasions, fait l'objet de variations à court terme très rapides en raison d'activités spéculatives. Les fluctuations des prix de l'or peuvent avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Fluctuation des prix du pétrole

Étant donné que nous utilisons du carburant à base de pétrole pour alimenter notre équipement minier et générer de l'électricité pour notre exploitation minière, une augmentation des prix du pétrole pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Fluctuation des taux de change

Nos activités en Afrique occidentale sont assujetties aux fluctuations des devises et ces fluctuations peuvent avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel. À l'heure actuelle, l'or est vendu en dollars américains et même si la plupart de nos coûts sont également calculés en dollars américains, certains coûts sont engagés dans d'autres devises. L'appréciation des devises par rapport au dollar américain peut accroître le coût d'exploration et de production exprimé en dollars américains, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Accès aux marchés financiers

Afin de financer notre croissance, nous devons souvent nous assurer d'obtenir le capital nécessaire au moyen d'emprunts ou de capitaux propres bloqués. La disponibilité de ce capital est tributaire de la conjoncture économique générale de même que de l'intérêt des prêteurs et des investisseurs à l'égard de nos projets.

13. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels

Incertitude liée aux estimations des réserves et des ressources

Les données relatives aux réserves et aux ressources constituent des estimations fondées sur de l'information limitée acquise par forages et autres méthodes d'échantillonnage. Rien ne garantit que les tonnages et les teneurs prévus seront obtenus ni que le taux de récupération sera atteint. Les teneurs de minerai réellement récupérées pourraient différer des teneurs estimées pour les réserves et les ressources. De telles données ont été déterminées en fonction de prix de l'or et de coûts d'exploitation présumés. La production future pourrait différer de façon importante de ce qui est prévu dans les estimations de réserves, notamment pour les raisons suivantes :

- La minéralisation et les formations pourraient différer de celles qui sont prévues par forages, échantillonnages et études similaires;
- L'augmentation des charges d'exploitation minière et de traitement pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les réserves;
- La teneur des réserves peut varier sensiblement de temps à autre, et il n'y a aucune garantie quant à la quantité d'or qui pourra en être récupérée;
- La baisse du cours de l'or pourrait rendre non rentable l'exploitation minière d'une partie ou de la totalité des réserves.

L'un ou l'autre de ces facteurs pourrait entraîner une augmentation des coûts ou une diminution de nos réserves estimatives. Les facteurs à court terme, tels que la nécessité de nouveaux travaux de développement d'un gisement ou le traitement de teneurs nouvelles ou différentes, pourraient compromettre notre rentabilité. En cas de chute du cours de l'or, nous pourrions être tenus de réduire considérablement la valeur de notre placement dans des propriétés minières ou de retarder, voire d'interrompre, la production ou le développement de nouveaux projets.

Production et coût comptant d'exploitation

Rien ne garantit que les calendriers de production projetés ou prévus ou que le coût comptant d'exploitation estimatif seront respectés relativement à nos mines aurifères en exploitation. De nombreux facteurs peuvent entraîner des retards ou des accroissements de coûts, notamment des problèmes de main-d'œuvre, des pannes de courant, des problèmes de transport ou d'approvisionnement et des pannes mécaniques. Notre résultat net dépendra de la mesure dans laquelle les coûts d'exploitation projetés à l'égard de ces mines seront respectés. En outre, des facteurs d'exploitation à court terme, comme le besoin de développement ordonné de corps minéralisés ou le traitement de nouvelles ou de différentes teneurs aurifères, peuvent faire en sorte qu'une exploitation minière ne soit pas rentable au cours d'une période donnée. En outre, nos activités peuvent faire l'objet d'interruptions prolongées imputables aux conditions météorologiques. Des dangers comme des formations inusitées ou imprévues, des éclatements de roches, des pressions, des éboulements, des inondations ou d'autres situations peuvent se présenter au cours des forages et de l'enlèvement de la matière.

Notre coût comptant d'exploitation pour produire une once d'or dépend également d'un certain nombre de facteurs, notamment de la teneur des réserves, de la récupération et de la capacité de traitement. Notre rendement futur peut par conséquent différer considérablement du rendement estimatif. Étant donné que ces facteurs sont indépendants de notre volonté, rien ne garantit que notre coût comptant d'exploitation sera semblable d'une année à l'autre.

Nature de l'exploration et de l'exploitation minière

Nos programmes de développement et d'exploration ont une incidence marquée sur notre rentabilité. L'exploration et le développement de gisements minéraux comportent d'importants risques financiers sur une longue période, que même la combinaison d'une évaluation prudente, d'expérience et de connaissances ne peut éliminer. Bien que la découverte d'une structure aurifère puisse donner lieu à des rendements importants, peu de propriétés minières qui font l'objet d'une exploration sont en définitive développées en tant que mines. Il peut être nécessaire d'engager des dépenses importantes pour établir et remplacer les réserves au moyen de forages ainsi que pour construire les installations d'exploitation minière et de traitement sur un site. Il est impossible de garantir que nos programmes d'exploration actuels ou projetés sur nos propriétés d'exploration aboutiront à des exploitations minières commercialement rentables.

La viabilité économique d'un gisement d'or repose sur un certain nombre de facteurs, dont certains sont liés aux caractéristiques mêmes du gisement, comme la taille et la teneur, la proximité des infrastructures, les coûts de financement et la réglementation gouvernementale, y compris celle qui se rapporte aux taxes, aux redevances, à l'infrastructure, à l'utilisation des sols, à l'importation et à l'exportation d'or, au rapatriement des revenus et à la protection environnementale. L'incidence de ces facteurs ne peut pas être évaluée avec précision, mais la combinaison de ceux-ci peut faire en sorte que nous ne recevions pas un rendement du capital investi adéquat. Nos activités sont, et continueront d'être, exposées à tous les dangers et risques habituellement liés à l'exploration, au développement et à la production d'or et qui peuvent tous porter préjudice à la vie des personnes, aux biens et à l'environnement et entraîner une responsabilité légale éventuelle du fait de tout préjudice subi.

13. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Épuisement de nos ressources minérales

Nous devons remplacer en permanence les réserves minérales épuisées par la production afin de maintenir des niveaux de production à long terme. Nous devons ainsi élargir les réserves minérales connues ou trouver ou acquérir de nouveaux gisements minéraux. Toutefois, il existe un risque que l'épuisement des réserves ne puisse pas être atténué par nos découvertes futures. L'exploration minière est de nature très spéculative et comporte de nombreux risques. De nombreux projets d'exploitation aurifère, sinon la plupart, ne rapportent pas les résultats escomptés, et rien ne garantit que les programmes d'exploration actuels ou futurs seront couronnés de succès. De plus, des coûts importants sont engagés afin de constituer des réserves minérales, d'ouvrir de nouvelles fosses et de construire des installations minières et de traitement. Les projets de développement ne comportent aucun historique d'exploitation à partir duquel peuvent être estimés les flux de trésorerie futurs et dépendent de la réussite des études de faisabilité, de l'obtention des permis nécessaires délivrés par les gouvernements, de l'obtention des droits de propriété ou d'autres droits fonciers et de la possibilité d'obtenir du financement. De plus, en supposant la découverte d'une mine ou d'une fosse exploitable, selon le type d'exploitation minière visé, de nombreuses années peuvent s'écouler avant le début de l'exploitation commerciale. Par conséquent, rien ne garantit que nos programmes actuels donneront lieu à de nouvelles activités minières commerciales ou à de nouvelles réserves pour remplacer ou élargir les réserves actuelles.

Approvisionnement en eau

Les activités que nous exerçons à nos installations d'exploitation minière, à nos installations de traitement du minerai et à nos installations auxiliaires requièrent d'importantes quantités d'eau. Nos activités en Afrique pourraient avoir lieu dans des régions où l'eau est une ressource rare. La poursuite de notre production minière dépend de notre capacité à accéder à un approvisionnement adéquat en eau. L'insuffisance des ressources en eau, que ce soit par suite de l'adoption de nouveaux règlements ou d'autres facteurs, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Disponibilité d'infrastructures et fluctuation des prix de l'énergie et autres marchandises

Le succès des activités d'exploration et de développement de gisements minéraux dépend de la disponibilité d'infrastructures adéquates. Des routes et des ponts adéquats, ainsi que des sources fiables d'énergie et d'eau sont autant d'éléments importants qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur nos dépenses d'investissement et nos coûts d'exploitation. Le manque d'infrastructures, les phénomènes météorologiques inhabituels ou rares, les actes de sabotage ou de terrorisme, les mesures gouvernementales ou toute autre forme d'interférence dans l'entretien de ces infrastructures pourraient avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Plus particulièrement, la Société Nationale d'Électricité Sonabel au Burkina Faso est responsable de la construction d'une ligne de transport à haute tension de 73 kilomètres qui reliera la mine Mana au réseau national d'électricité. En conséquence, nous ne pouvons prévoir avec certitude la date de construction et de mise en service de la ligne de transport ni l'étendue de sa fiabilité. Tout retard de construction ou de mise en service ou encore toute défaillance de la ligne de transport de Sonabel pourrait compromettre notre capacité à réaliser les économies prévues à Mana.

En outre, notre rentabilité est touchée par le prix du marché et la disponibilité des marchandises qui sont utilisées dans le cadre de nos activités d'exploitation, notamment le diesel, le carburant, l'électricité, l'acier, le béton et les produits chimiques (y compris le cyanure). Les prix de ces marchandises varient en fonction de différents facteurs indépendants de notre volonté. Une augmentation des coûts ou une diminution de la disponibilité des marchandises pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière de la Société et sur son résultat opérationnel.

Licences et permis

Nous devons obtenir des licences et des permis auprès de diverses autorités gouvernementales. Nous sommes d'avis que nous possédons toutes les licences et tous les permis nécessaires en vertu des lois et des règlements applicables à l'égard de nos propriétés et que nous sommes actuellement en conformité, à tous les égards importants, avec les modalités de ces licences et permis. Toutefois, ces licences et ces permis peuvent faire l'objet de changements dans diverses circonstances. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ou conserver toutes les licences et tous les permis qui peuvent être requis pour poursuivre nos activités actuelles, explorer et développer les propriétés ou entreprendre la construction ou l'exploitation d'installations minières et de propriétés en cours d'exploration ou de développement. Le défaut d'obtenir de nouvelles licences et de nouveaux permis ou de parvenir à conserver ceux que nous détenons déjà pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

13. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Risques politiques

Bien que les gouvernements du Burkina Faso, du Niger et de la Guinée aient par le passé appuyé le développement de leurs ressources naturelles par des sociétés étrangères, rien ne garantit que ces gouvernements n'adopteront pas à l'avenir des politiques différentes ou de nouvelles interprétations relativement à la propriété étrangère des ressources minérales, aux taux de change, à la protection environnementale, aux relations de travail, au rapatriement des revenus ou au rendement du capital. Toute limite imposée à l'égard du transfert de trésorerie ou autres actifs entre SEMAFO et ses filiales pourrait restreindre notre capacité à financer nos activités d'exploitation, et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

En outre, les régimes d'imposition visant les activités minières dans les territoires étrangers peuvent faire l'objet d'interprétations divergentes et de modifications constantes, et pourraient ne pas prévoir de mesures de stabilité fiscale. Notre interprétation de la loi fiscale, y compris des mesures de stabilité fiscale, et son application à nos transactions et à nos activités pourraient ne pas correspondre à l'interprétation de cette même loi par les autorités fiscales. Par conséquent, les taxes pourraient augmenter et les transactions pourraient être contestées par les autorités fiscales et nos activités faire l'objet d'une vérification, ce qui pourrait se traduire par des impôts, des pénalités et des intérêts importants.

On ne peut écarter la possibilité qu'un futur gouvernement de l'un des pays qui nous accueillent adopte des politiques sensiblement différentes ou de nouvelles interprétations qui pourraient aller jusqu'à l'expropriation des éléments d'actif. La possibilité de conflits civils et d'instabilité politique dans ces pays ou des pays voisins fait également partie des risques politiques.

Questions liées aux titres de propriété

Bien que nous n'ayons aucune raison de croire que l'existence et l'étendue d'une propriété minière dans laquelle nous avons une participation pourraient être remises en question, les titres de propriété des propriétés minières peuvent faire l'objet de réclamations éventuelles de la part de tierces parties. Le défaut de conformité à toutes les lois et à tous les règlements applicables, dont le défaut d'acquitter les taxes et les impôts et de réaliser et déposer des travaux d'évaluation dans les délais prescrits, peut invalider le titre sur des parties ou la totalité des propriétés à l'égard desquelles nous détenons des licences et des permis.

Risque lié aux fournisseurs et aux entrepreneurs externes

Nous dépendons de divers services, équipements, fournitures et pièces pour mener nos opérations. Une pénurie de biens, de pièces ou de services dont nous avons besoin pourrait entraîner une hausse des coûts ou un retard dans les livraisons, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre calendrier de production ainsi que sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

De plus, une partie importante de nos activités au Niger continue d'être menée par des entrepreneurs. Ainsi, nos activités sont exposées à un certain nombre de risques, dont certains sont indépendants de notre volonté, notamment :

- la négociation des contrats avec les entrepreneurs selon des modalités acceptables;
- l'impossibilité de remplacer un entrepreneur et son équipement d'exploitation dans l'éventualité où l'une ou l'autre des parties met fin au contrat;
- un contrôle réduit sur les aspects des activités relevant de l'entrepreneur;
- le défaut de l'entrepreneur de s'acquitter de ses obligations selon les conditions de l'entente contractuelle;
- l'interruption de l'exploitation dans l'éventualité où un entrepreneur met fin aux activités de son entreprise à la suite d'une insolvabilité ou d'autres événements;
- le défaut d'un entrepreneur de se conformer aux exigences réglementaires et légales applicables, dans la mesure où le respect de ces exigences lui incombe;
- les problèmes que peut éprouver un entrepreneur dans la gestion de la main-d'œuvre, de l'agitation ouvrière et d'autres questions liées au travail.

En outre, nous pourrions engager notre responsabilité envers des tiers par suite des actions d'un entrepreneur. La survenance de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Concurrence

Le secteur de l'exploration et de l'exploitation minières est concurrentiel à tous les stades. Nous livrons concurrence à bon nombre d'entreprises et de personnes, y compris des concurrents mieux pourvus en ressources financières, techniques et autres, pour la recherche et l'acquisition de propriétés minières intéressantes, d'équipement et, de plus en plus, pour la recherche de ressources humaines. Rien ne garantit que nous pourrions continuer à concurrencer avantageusement les autres sociétés minières.

13. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Personnel qualifié et personnel clé

Pour que nos activités soient couronnées de succès, nous devons trouver et retenir des employés qualifiés qui possèdent une connaissance approfondie et une expertise du secteur minier. SEMAFO et d'autres sociétés minières se livrent une concurrence pour attirer du personnel qualifié et du personnel clé, et si nous nous trouvions dans l'incapacité d'attirer ou de retenir du personnel qualifié, ou d'établir des stratégies adéquates de planification de la relève, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

Relations de travail

Nous dépendons de notre main-d'œuvre pour extraire et traiter le minerai. Nos relations avec nos employés pourraient être touchées par des changements aux relations de travail provenant, notamment, de groupes d'employés, de syndicats et des autorités gouvernementales. De plus, certains de nos employés sont représentés par des syndicats aux termes de conventions collectives. Nous pourrions nous trouver dans l'incapacité de renégocier de façon satisfaisante nos conventions collectives à leur échéance. En outre, les conventions collectives en vigueur pourraient ne pas suffire à empêcher les grèves et arrêts de travail à nos installations à l'avenir. Des interruptions de travail à l'une ou l'autre de nos propriétés pourraient avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Risques et coûts environnementaux

Toutes les étapes de notre exploitation sont assujetties à la réglementation environnementale applicable dans chacun des territoires d'exploitation visés. La législation environnementale évolue vers des normes et une application plus rigoureuses, des amendes et des pénalités accrues pour non-conformité, des études environnementales plus rigoureuses des projets proposés et un niveau accru de responsabilité pour les sociétés ainsi que pour leurs dirigeants, administrateurs et employés. Des risques environnementaux, qui nous sont inconnus à l'heure actuelle et qui ont été causés par d'anciens ou d'actuels propriétaires des propriétés ou par d'anciens ou d'actuels travaux d'exploitation sur les propriétés, peuvent exister sur nos propriétés. Le défaut de se conformer aux lois et aux règlements environnementaux applicables peut donner lieu à des mesures exécutoires et peut comprendre des mesures correctives qui nécessitent des dépenses d'investissement ou des mesures de redressement. Rien ne garantit que de futurs changements dans les lois et règlements environnementaux et les permis régissant les activités d'exploitation et générales des sociétés minières, le cas échéant, n'auront pas une incidence défavorable importante sur nos activités ou n'entraîneront pas des obligations ou des frais importants pour nous dans l'avenir.

Nous employons, dans notre processus de production minière, du cyanure de sodium, qui est une substance toxique. Advenant la fuite ou le déversement du cyanure de sodium de son système de confinement, nous pourrions être tenus responsables des travaux de décontamination, lesquels pourraient ne pas être assurés. Bien que toutes les précautions nécessaires aient été prises pour éviter le déversement de matières polluantes dans la nappe phréatique et les milieux naturels, nous pourrions être tenus responsables de risques à l'égard desquels nous ne possédons aucune assurance.

De plus, les sociétés du secteur des ressources naturelles sont tenues d'exercer leurs activités et d'effectuer la remise en état des sols qu'elles exploitent conformément à la réglementation environnementale en vigueur. Nos estimations du total des coûts définitifs liés à la fermeture des mines et à la remise en état des sols pourraient différer sensiblement des coûts réels. Tout coût de remise en état excédentaire ou imprévu pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Assurance insuffisante

Bien que nous puissions obtenir des assurances à l'égard de certains risques pour des montants que nous considérons comme suffisants, l'assurance disponible pourrait ne pas couvrir la totalité des risques potentiels auxquels peut faire face une société minière. Nous pourrions également nous trouver dans l'incapacité de conserver les assurances nécessaires pour couvrir les risques assurables moyennant des primes économiquement acceptables. La couverture d'assurance pourrait en outre ne pas être disponible dans l'avenir ou pourrait ne pas être suffisante pour couvrir toute perte résultante. De plus, l'assurance pour certains risques, comme les risques liés à la validité des droits de propriété relatifs à des concessions minières non brevetées et à des sites d'usinage, et le risque de pollution et autres dangers découlant de l'exploration et de la production, n'est généralement pas offerte aux sociétés aurifères selon des modalités acceptables. Les coûts éventuels pouvant être associés aux dommages non assurés ou en excès de la garantie ou la conformité aux lois et aux règlements applicables peuvent entraîner des retards importants et nécessiter des sorties de fonds substantielles, ce qui peut avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

13. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Nationalisme en matière de ressources

À un moment où les gouvernements africains sont aux prises avec une conjoncture économique déficitaire et déprimée, le secteur aurifère est ciblé comme une source d'accroissement des recettes publiques en raison de la vigueur soutenue du cours de l'or. Les États revoient sans cesse les modalités d'exploitation des ressources nationales qui régissent les sociétés minières. Le Burkina Faso et la Guinée ont récemment adopté les modifications proposées à leur régime d'imposition respectif visant les activités minières, modifications qui visent à resserrer le contrôle exercé par le gouvernement sur les activités minières et qui prévoient des changements en matière d'imposition, d'obtention des permis, d'embauche des travailleurs et entrepreneurs locaux et d'autres avantages consentis à la population locale. Si cette évolution du nationalisme en matière de ressources se traduisait par l'entrée en vigueur de nouvelles lois, elle pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Relations avec les communautés environnantes

Les activités exercées par les sociétés du secteur des ressources naturelles font l'objet d'un examen de plus en plus rigoureux de la part du public. Nous subissons des pressions qui nous obligent à démontrer que nos activités commerciales génèrent non seulement un rendement satisfaisant pour nos actionnaires, mais profitent également à d'autres parties intéressées comme les gouvernements locaux et les communautés situées près de nos mines dans les pays où nous sommes présents. Ces pressions pourraient entraîner d'éventuelles conséquences telles que des atteintes à notre réputation, des poursuites en justice, des obligations croissantes en matière d'investissement social et des pressions en vue de la hausse des taxes et des redevances perçues par les gouvernements locaux et les communautés environnantes. Ces pressions pourraient également compromettre notre capacité à obtenir les permis et les autorisations nécessaires à la poursuite de nos activités.

De plus, nos propriétés au Burkina Faso, au Niger et en Guinée pourraient être assujetties à des droits ou à des revendications de droits de la part de différents intervenants communautaires. En outre, des orpailleurs pourraient utiliser certaines de nos propriétés ou la totalité de celles-ci, interférant avec nos activités d'exploration et de développement sur ces propriétés.

Dépendance à l'égard des systèmes de technologie de l'information

Nos activités dépendent des systèmes de technologie de l'information. Ces systèmes peuvent subir des perturbations, des dommages ou des pannes sous l'effet de divers facteurs. Toute défaillance touchant nos systèmes de technologie de l'information pourrait se traduire par des arrêts de production, des retards opérationnels, la compromission de l'information confidentielle ou encore la destruction ou la corruption de données. En conséquence, tout dysfonctionnement de nos systèmes de technologie de l'information pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel. Il pourrait aussi nuire considérablement à l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Litiges

Toutes les industries, y compris l'industrie minière, doivent faire face à des poursuites judiciaires, qu'elles soient fondées ou non. Nous avons déjà été engagés dans diverses poursuites judiciaires, nous le sommes actuellement et nous pourrions l'être à l'avenir. Bien que nous croyions improbable que ces poursuites aient ultimement une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel, des coûts liés à la défense seront engagés, même à l'égard des actions instituées sans fondement. En raison de l'incertitude inhérente au processus de règlement des litiges, rien ne garantit que la résolution de toute procédure judiciaire particulière ou de plusieurs procédures judiciaires combinées n'aura pas une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Lois anticorruption

Nous exerçons nos activités dans des territoires où le secteur public et le secteur privé ont déjà été entachés, dans une certaine mesure, par la corruption. Nous sommes tenus de respecter les dispositions de la *Loi canadienne sur la corruption d'agents publics étrangers*. On assiste depuis peu à une hausse de la fréquence et de la sévérité des sanctions appliquées en vertu de la loi. Bien que nous soyons en voie d'adopter une politique anticorruption officielle et que notre Code de conduite exige le respect des lois anticorruption, rien ne garantit que nos politiques et procédures de contrôle interne nous prémuniront en tout temps contre la négligence, la fraude, la malhonnêteté ou tout autre agissement répréhensible. La violation réelle ou présumée des lois anticorruption est passible d'amendes et de sanctions civiles et pénales et elle peut nuire à notre réputation ou entraîner d'autres conséquences susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

14. Sommaire des résultats trimestriels (non audité, conformément aux IFRS)

| | 2013 | 2012 ¹ | | | | 2011 | | |
|--|----------|-------------------|--------|----------|---------|---------|---------|---------|
| | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 |
| (en milliers de dollars, sauf les montants par action) | | | | | | | | |
| Résultats | | | | | | | | |
| Produits – Ventes d'or | 106 055 | 110 305 | 79 419 | 98 376 | 100 401 | 113 854 | 102 297 | 100 398 |
| Résultat opérationnel | (1 675) | (28 719) | 11 885 | 12 102 | 38 044 | 47 448 | 40 756 | 40 590 |
| Résultat net | (13 171) | (32 685) | 7 460 | (16 487) | 31 342 | 38 196 | 31 320 | 32 851 |
| Attribuable aux : | | | | | | | | |
| - Actionnaires | (7 290) | (25 751) | 7 517 | (17 515) | 28 106 | 33 277 | 29 682 | 30 631 |
| - Participations ne donnant pas le contrôle | (5 881) | (6 934) | (57) | 1 028 | 3 236 | 4 919 | 1 638 | 2 220 |
| Total du résultat global : | (13 171) | (41 165) | 7 460 | (6 331) | 23 980 | 35 402 | 31 320 | 32 851 |
| Attribuable aux : | | | | | | | | |
| - Actionnaires | (7 290) | (34 231) | 7 517 | (7 359) | 20 744 | 30 483 | 29 682 | 30 631 |
| - Participations ne donnant pas le contrôle | (5 881) | (6 934) | (57) | 1 028 | 3 236 | 4 919 | 1 638 | 2 220 |
| Résultat par action de base | (0,03) | (0,09) | 0,03 | (0,06) | 0,10 | 0,12 | 0,11 | 0,11 |
| Résultat par action dilué | (0,03) | (0,09) | 0,03 | (0,06) | 0,10 | 0,12 | 0,11 | 0,11 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ² | 38 798 | 48 564 | 24 855 | 41 791 | 40 196 | 54 325 | 43 139 | 43 191 |

¹ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

² Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

15. Données sur les actions en circulation

Au 13 mai 2013, notre capital social se composait de 273 268 185 actions ordinaires émises et en circulation.

Nous avons deux régimes d'options d'achat d'actions pour nos employés, nos dirigeants, nos consultants et nos administrateurs, de même que ceux de nos filiales, soit le régime d'options sur actions (le « régime initial ») et le régime d'options sur actions de 2010 (le « régime de 2010 »). À l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires de 2010, nos actionnaires ont approuvé le régime de 2010. Aucune nouvelle option n'a été attribuée aux termes du régime initial depuis l'adoption du régime de 2010 par les actionnaires de SEMAFO.

Les régimes permettent l'attribution d'options incessibles visant l'achat d'actions ordinaires. Au 13 mai 2013, des options d'achat d'actions permettant à leurs porteurs d'acquérir 9 446 241 actions ordinaires étaient en circulation.

16. Renseignements supplémentaires

Les taux de change se présentent comme suit :

| | \$ CA/\$ US | | Euro/\$ US | |
|--------------------------------------|---------------|--------|---------------|--------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| 31 décembre (clôture) | — | 0,9949 | — | 0,7584 |
| 31 mars (clôture) | 1,0156 | 0,9991 | 0,7787 | 0,7500 |
| Premier trimestre (taux moyen) | 1,0090 | 1,0012 | 0,7570 | 0,7618 |

17. Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un système adéquat de contrôles de communication de l'information et de contrôles internes à l'égard de l'information financière. Aussi bien conçu soit-il, un système de contrôles de communication de l'information et de contrôles internes à l'égard de l'information financière comporte des limites, et même les systèmes considérés comme efficaces ne sauraient donner au mieux qu'une assurance raisonnable quant à la qualité de la préparation et de la présentation des états financiers. Il n'y a eu, au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, aucun changement aux contrôles de communication de l'information ou aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, des répercussions importantes sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

18. Mesures non conformes aux IFRS

Certains des indicateurs que nous utilisons pour analyser et évaluer nos résultats représentent des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous présentons ces mesures non conformes aux IFRS, car certains investisseurs les utilisent pour évaluer notre performance financière. Celles-ci n'ayant pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables que présentent d'autres sociétés. Par conséquent, elles visent à fournir des renseignements supplémentaires et ne doivent pas être considérées isolément ni être interprétées comme pouvant remplacer des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les définitions de ces mesures ainsi qu'un rapprochement de ces mesures et de celles établies conformément aux IFRS sont fournis ci-dessous.

Coût comptant d'exploitation

Ci-dessous, un rapprochement entre les coûts comptant d'exploitation calculés conformément aux normes de l'Institut de l'or et les charges d'exploitation :

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 | | | |
|--|--------------------------------------|-------------|---------|---------|
| Par once produite | Mana | Samira Hill | Kiniero | Total |
| Onces d'or produites | 42 700 | 12 200 | 4 800 | 59 700 |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once) | | | | |
| Charges d'exploitation minière (selon les onces vendues) | 31 836 | 14 849 | 4 986 | 51 671 |
| Redevances gouvernementales et frais de vente | (3 880) | (1 451) | (527) | (5 858) |
| Incidence des ajustements des stocks (lingots d'or) | (1 536) | (2 556) | (311) | (4 403) |
| Charges d'exploitation (selon les onces produites) | 26 420 | 10 842 | 4 148 | 41 410 |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) | 619 | 889 | 864 | 694 |

| | Trimestre terminé le 31 mars 2012 | | | |
|--|--------------------------------------|-------------|---------|---------|
| Par once produite | Mana | Samira Hill | Kiniero | Total |
| Onces d'or produites | 48 000 | 12 900 | – | 60 900 |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once) | | | | |
| Charges d'exploitation minière (selon les onces vendues) | 30 089 | 11 455 | 775 | 42 319 |
| Frais fixes engagés pendant la fermeture temporaire | – | – | (775) | (775) |
| Redevances gouvernementales et frais de vente | (4 138) | (1 272) | – | (5 410) |
| Incidence des ajustements des stocks (lingots d'or) | 1 039 | 532 | – | 1 571 |
| Charges d'exploitation (selon les onces produites) | 26 990 | 10 715 | – | 37 705 |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) | 562 | 831 | – | 619 |

18. Mesures non conformes aux IFRS (suite)

Coût comptant d'exploitation (suite)

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 | | | |
|--|--------------------------------------|-------------|-----------|-----------|
| | Mana | Samira Hill | Kiniero | Total |
| Par tonne traitée | | | | |
| Tonnes de minerai traitées | 711 900 | 416 700 | 122 600 | 1 251 200 |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once) | | | | |
| Charges d'exploitation minière (selon les onces vendues) | 31 836 | 14 849 | 4 986 | 51 671 |
| Redevances gouvernementales et frais de vente | (3 880) | (1 451) | (527) | (5 858) |
| Incidence des ajustements des stocks (lingots d'or et or en voie de production) | (1 549) | (2 355) | (80) | (3 984) |
| Charges d'exploitation (selon les tonnes traitées) | 26 407 | 11 043 | 4 379 | 41 829 |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) | 37 | 27 | 36 | 33 |

| | Trimestre terminé le 31 mars 2012 | | | |
|--|--------------------------------------|-------------|---------|-----------|
| | Mana | Samira Hill | Kiniero | Total |
| Par tonne traitée | | | | |
| Tonnes de minerai traitées | 626 800 | 422 600 | – | 1 049 400 |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once) | | | | |
| Charges d'exploitation minière (selon les onces vendues) | 30 089 | 11 455 | 775 | 42 319 |
| Frais fixes engagés pendant la fermeture temporaire | – | – | (775) | (775) |
| Redevances gouvernementales et frais de vente | (4 138) | (1 272) | – | (5 410) |
| Incidence des ajustements des stocks (lingots d'or et or en voie de production) | 5 | 634 | – | 639 |
| Charges d'exploitation (selon les tonnes traitées) | 25 956 | 10 817 | – | 36 773 |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) | 41 | 26 | – | 35 |

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles par action

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|--|------------------------------------|---------|
| | 2013 | 2012 |
| (en milliers, sauf les montants par action) | | |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ¹ | 38 798 | 40 196 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation | 273 248 | 273 026 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles par action | 0,14 | 0,15 |

¹ Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

19. Renseignements additionnels et information continue

Le présent rapport de gestion est daté du 13 mai 2013. La Société présente régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse, d'états financiers et de sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com). Vous trouverez également ces documents et d'autres informations concernant SEMAFO sur notre site Web à www.semafo.com.

20. Événement postérieur à la date de clôture

Le 13 mai 2013, le conseil d'administration a autorisé le versement d'un dividende en trésorerie de 0,02 \$ CA par action ordinaire, payable le 15 juillet 2013 aux actionnaires enregistrés à la clôture des marchés le 30 juin 2013.

21. Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs impliquent des risques et incertitudes connus et inconnus ainsi que des hypothèses et, en conséquence, les résultats réels et les événements futurs pourraient différer de façon significative par rapport à ceux anticipés en vertu de ces énoncés prospectifs. Les lecteurs ne devraient donc pas s'y fier indûment. Ces énoncés prospectifs comprennent des énoncés relatifs à nos attentes quant au prix de l'or, aux objectifs de production, aux échéanciers, aux charges d'exploitation minière, aux dépenses d'investissement et aux estimations des réserves et ressources minérales. Les énoncés prospectifs comprennent des mots et expressions comme « s'engager à », « agir », « devenir », « recherche », « croissance », « priorité », « accélérer », « commencer », « croire », « permettra », « potentiel », « tendances » et d'autres expressions semblables. Les facteurs pouvant entraîner une variation importante de ces résultats et événements futurs par rapport aux attentes formulées explicitement ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, notre capacité à réaliser notre priorité stratégique, la capacité d'accélérer l'expansion du secteur Siou en vue d'entreprendre les activités de découverte au plus tard au quatrième trimestre de 2014, la capacité d'intégrer le secteur Siou aux réserves au troisième trimestre de l'exercice 2013, la capacité du corridor Kokoi d'offrir des onces de qualité et de générer des flux de trésorerie rapidement, la capacité d'accélérer la mise en exploitation de Siou, notre capacité de bénéficier d'une baisse des coûts du carburant au cours des mois à venir, les fluctuations du prix de l'or, des devises et des coûts d'exploitation, les risques inhérents à l'industrie minière, les incertitudes inhérentes au calcul des réserves et ressources minérales, les retards, les besoins de financement additionnel, le risque d'augmentation des taux d'imposition ou de redevances, ou d'adoption de nouvelles interprétations relatives à ces éléments, la stabilité politique et sociale en Afrique (y compris notre capacité à maintenir ou à renouveler les licences et permis) et d'autres risques décrits dans le présent rapport de gestion ou dans nos autres documents déposés de temps à autre auprès des autorités réglementaires canadiennes en matière de valeurs mobilières. Pour obtenir des renseignements additionnels au sujet de ces risques et d'autres risques potentiels, les lecteurs sont invités à consulter notre rapport de gestion annuel 2012 ainsi que les autres documents déposés auprès des autorités réglementaires canadiennes en matière de valeurs mobilières, disponibles à l'adresse www.sedar.com. Ces documents sont également disponibles sur notre site Web à l'adresse www.semafo.com. Nous déclinons toute responsabilité quant à la mise à jour ou à la modification de ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

| ÉTATS FINANCIERS | Page |
|--|------|
| État consolidé intermédiaire de la situation financière | 30 |
| État consolidé intermédiaire du résultat | 31 |
| État consolidé intermédiaire du résultat global | 32 |
| État consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres | 33 |
| Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie | 34 |
| NOTES ANNEXES | |
| 1. Constitution et nature des activités de la Société | 35 |
| 2. Mode de présentation | 35 |
| 3. Nouvelles normes comptables publiées, mais non encore en vigueur | 35 |
| 4. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur | 36 |
| 5. Estimations et jugements comptables critiques | 39 |
| 6. Trésorerie et équivalents de trésorerie | 40 |
| 7. Clients et autres débiteurs | 41 |
| 8. Stocks | 41 |
| 9. Immobilisations corporelles | 42 |
| 10. Dépréciation d'immobilisations corporelles | 43 |
| 11. Provisions | 43 |
| 12. Instruments financiers | 44 |
| 13. Charges d'exploitation minière | 46 |
| 14. Charges administratives | 46 |
| 15. Rémunération fondée sur des actions | 46 |
| 16. Charges financières | 48 |
| 17. Participations ne donnant pas le contrôle | 48 |
| 18. Résultat par action | 49 |
| 19. Engagements financiers | 49 |
| 20. Informations financières incluses dans le tableau consolidé des flux de trésorerie | 50 |
| 21. Information sectorielle | 51 |
| 22. Événement postérieur à la date de clôture | 51 |

État consolidé intermédiaire de la situation financière

(en milliers de dollars américains – non audité)

Au
31 décembre
2012
\$
(montants
retraités – note 4)

Actifs

Actifs courants

| | | |
|--|----------------|----------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6) | 137 273 | 139 451 |
| Clients et autres débiteurs (note 7) | 22 572 | 30 395 |
| Stocks (note 8) | 81 722 | 96 829 |
| Autres actifs courants | 5 786 | 6 432 |
| | 247 353 | 273 107 |

Actifs non courants

| | | |
|--|----------------|----------------|
| Liquidités soumises à des restrictions | 1 996 | 923 |
| Immobilisations corporelles (note 9) | 400 323 | 404 716 |
| Placement | 19 600 | 19 600 |
| Actif d'impôt différé | – | 3 000 |
| | 421 919 | 428 239 |
| Total de l'actif | 669 272 | 701 346 |

Passif

Passifs courants

| | | |
|---|---------------|---------------|
| Fournisseurs et charges à payer | 52 938 | 67 020 |
| Passifs liés aux unités d'actions restreintes (note 15) | 956 | – |
| Provisions (note 11) | 2 803 | 2 588 |
| Avance à payer | 938 | 915 |
| Impôt sur le résultat à payer | 8 234 | 8 276 |
| Dividendes à verser | – | 5 492 |
| | 64 869 | 84 291 |

Passifs non courants

| | | |
|---|---------------|----------------|
| Passifs liés aux unités d'actions restreintes (note 15) | 1 127 | 2 001 |
| Provisions (note 11) | 12 725 | 12 487 |
| Passifs d'impôt différé | 2 456 | 2 040 |
| | 81 177 | 100 819 |

Capitaux propres

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

| | | |
|--|----------------|----------------|
| Capital social | 455 328 | 455 179 |
| Surplus d'apport | 12 822 | 12 232 |
| Résultats non distribués | 111 753 | 119 113 |
| | 579 903 | 586 524 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 8 192 | 14 003 |

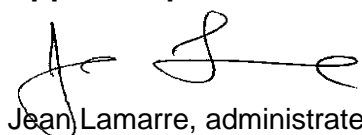
| | | |
|---|----------------|----------------|
| Total des capitaux propres | 588 095 | 600 527 |
|---|----------------|----------------|

| | | |
|--|----------------|----------------|
| Total du passif et des capitaux propres | 669 272 | 701 346 |
|--|----------------|----------------|

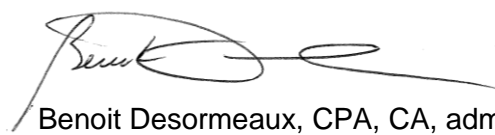
Engagements financiers (note 19)

Événement postérieur à la date de clôture (note 22)

Approuvé par le conseil d'administration,



Jean Lamarre, administrateur



Benoit Desormeaux, CPA, CA, administrateur

État consolidé intermédiaire du résultat

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action – non audité)

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|--|---------------------------------|--|
| | 2013 \$ | 2012 \$(montants retraités – note 4) |
| Produits – Ventes d'or | 106 055 | 100 401 |
| Charges d'exploitation | | |
| Charges d'exploitation minière (note 13) | 51 671 | 42 319 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles | 14 223 | 12 250 |
| Charges administratives (note 14) | 5 287 | 6 319 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 736 | 691 |
| Rémunération fondée sur des actions (note 15) | 713 | 778 |
| Perte de valeur (note 10) | 35 100 | – |
| Résultat opérationnel | (1 675) | 38 044 |
| Autres charges (produits) | | |
| Produits financiers | (30) | (86) |
| Charges financières (note 16) | 439 | 247 |
| Perte de change | 802 | 352 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | (2 886) | 37 531 |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat | | |
| Exigible | 6 814 | 11 406 |
| Différé | 3 471 | (5 217) |
| | 10 285 | 6 189 |
| Résultat net de la période | (13 171) | 31 342 |
| Attribuable aux : | | |
| Actionnaires | (7 290) | 28 106 |
| Participations ne donnant pas le contrôle (note 17) | (5 881) | 3 236 |
| | (13 171) | 31 342 |
| Résultat par action (note 18) | | |
| De base | (0,03) | 0,10 |
| Dilué | (0,03) | 0,10 |

État consolidé intermédiaire du résultat global

(en milliers de dollars américains – non audité)

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|---|---------------------------------|--|
| | 2013 \$ | 2012 \$(montants retraités – note 4) |
| Résultat net de la période | (13 171) | 31 342 |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Éléments pouvant être classés dans le résultat net | | |
| Variation de la juste valeur du placement courant (aucune incidence fiscale) | – | (7 362) |
| Autres éléments du résultat global de la période, après impôt | – | (7 362) |
| Total du résultat global de la période | (13 171) | 23 980 |
| Attribuable aux : | | |
| Actionnaires | (7 290) | 20 744 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (5 881) | 3 236 |
| | (13 171) | 23 980 |

État consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions – non audité)

| | Attribuable aux actionnaires | | | | | | | |
|--|------------------------------------|----------------|---------------------|---|--------------------------------|---|-------------------------------------|----------------|
| | Capital social | | | Cumul des autres éléments du résultat global | Résultats non distribués | Participations ne donnant pas le contrôle | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | |
| | Actions ordinaires ¹ | Montant | Surplus d'apport | | | | | |
| | (en milliers) | \$ | \$ | | | | | |
| Solde au 1 ^{er} janvier 2012 | 273 004 | 454 746 | 10 935 | 5 686 | 138 467 | 609 834 | 16 659 | 626 493 |
| Résultat net de la période | – | – | – | – | 28 106 | 28 106 | 3 236 | 31 342 |
| Autres éléments du résultat global | | | | | | | | |
| de la période | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Éléments pouvant être classés dans le résultat net | | | | | | | | |
| Variation de la juste valeur du placement courant (aucune incidence fiscale) | – | – | – | (7 362) | – | (7 362) | – | (7 362) |
| Total du résultat global de la période ... | – | – | – | (7 362) | 28 106 | 20 744 | 3 236 | 23 980 |
| Rémunération fondée sur des actions (note 15) | – | – | 797 | – | – | 797 | – | 797 |
| Actions émises à l'exercice d'options (note 15) | 37 | 64 | (17) | – | – | 47 | – | 47 |
| Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans les transactions avec les filiales | – | – | – | – | (810) | (810) | 810 | – |
| Solde au 31 mars 2012² | 273 041 | 454 810 | 11 715 | (1 676) | 165 763 | 630 612 | 20 705 | 651 317 |
| Solde au 1 ^{er} janvier 2013 ² | 273 218 | 455 179 | 12 232 | – | 119 113 | 586 524 | 14 003 | 600 527 |
| Résultat net et résultat global | | | | | | | | |
| de la période | – | – | – | – | (7 290) | (7 290) | (5 881) | (13 171) |
| Rémunération fondée sur des actions (note 15) | – | – | 631 | – | – | 631 | – | 631 |
| Actions émises à l'exercice d'options (note 15) | 50 | 149 | (41) | – | – | 108 | – | 108 |
| Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans les transactions avec les filiales | – | – | – | – | (70) | (70) | 70 | – |
| Solde au 31 mars 2013 | 273 268 | 455 328 | 12 822 | – | 111 753 | 579 903 | 8 192 | 588 095 |

³ Au 31 mars 2013, aucune action ordinaire émise n'était impayée (aucune en 2012).

⁴ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20. Se reporter à la note 4.

Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains – non audité)

| | Trimestres terminés les 31 mars | |
|--|---------------------------------|------------------------------|
| | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ |
| | | (montants retraits – note 4) |
| Flux de trésorerie liés aux : | | |
| Activités opérationnelles | | |
| Résultat net de la période | (13 171) | 31 342 |
| Ajustements : | | |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles | 14 223 | 12 250 |
| Rémunération fondée sur des actions | 713 | 778 |
| Charges financières hors trésorerie | 206 | 203 |
| Perte (profit) de change latente | (1 744) | 840 |
| Perte de valeur | 35 100 | – |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat différé | 3 471 | (5 217) |
| | 38 798 | 40 196 |
| Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 20 a) | (3 068) | 18 554 |
| | 35 730 | 58 750 |
| Activités de financement | | |
| Produit de l'émission de titres du capital social | 108 | 47 |
| Paiement de dividendes aux actionnaires | (5 492) | (5 348) |
| | (5 384) | (5 301) |
| Activités d'investissement | | |
| Placement courant | – | (4 813) |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (33 140) | (53 200) |
| Diminution (augmentation) des liquidités soumises à des restrictions | (1 073) | 303 |
| | (34 213) | (57 710) |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | 1 689 | (707) |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période | (2 178) | (4 968) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période..... | 139 451 | 178 713 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 137 273 | 173 745 |
| Intérêts payés | – | – |
| Intérêts reçus | 30 | 86 |
| Impôt sur le résultat payé | 6 300 | 4 408 |

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 20)

1. Constitution et nature des activités de la Société

SEMAFO inc. (la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) et cotée à la Bourse de Toronto et à la Bourse NASDAQ OMX de Stockholm. L'adresse du siège social de la Société est le 100, boul. Alexis-Nihon, 7^e étage, Saint-Laurent (Québec) H4M 2P3.

Les filiales de la Société sont engagées dans l'exploration, le développement et la production aurifère. Elles mènent leurs activités en Afrique occidentale et détiennent et exploitent actuellement trois mines d'or au Burkina Faso, au Niger et en Guinée. Les filiales de la Société détiennent aussi des participations dans des propriétés minières. Le recouvrement potentiel des dépenses engagées sur ces propriétés et des frais différés connexes dépend de l'existence en quantité suffisante de réserves de minerai, de la capacité d'obtenir tous les permis requis, de la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour la mise en exploitation de ces propriétés minières et de la rentabilité de la production future de la Société.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») qui s'appliquent à l'établissement d'états financiers intermédiaires, y compris IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les méthodes comptables appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été appliquées lors de l'établissement des états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, sauf en ce qui a trait aux modifications touchant les méthodes comptables décrites à la note 4. Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, lesquels ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

Le conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés le 13 mai 2013.

3. Nouvelles normes comptables publiées, mais non encore en vigueur

IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »)

IFRS 9 a été publiée en novembre 2009. Elle traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation préconisés par IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »), pour les instruments d'emprunt, par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories : le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles servant à évaluer les instruments de capitaux propres, qui sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement des placements, sont comptabilisés par le biais du résultat net; toutefois, les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Les dispositions applicables aux passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux dispositions existantes énoncées dans IAS 39, à l'exception du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme des passifs comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net seront généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura son adoption sur ses états financiers consolidés.

4. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur

La Société a adopté les nouvelles normes et normes modifiées décrites ci-après, ainsi que toutes les modifications corrélatives, le cas échéant, en date du 1^{er} janvier 2013. Ces changements ont été apportés conformément aux dispositions transitoires applicables.

L'IASB a publié ou modifié les normes suivantes qui sont pertinentes : IFRS 10, *États financiers consolidés*; IFRS 11, *Partenariats*; IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*; IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*; les modifications à IAS 27, *États financiers individuels*, et à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*; et IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Toutes ces nouvelles normes ou modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, leur adoption anticipée étant autorisée. De plus, il y a eu des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, et ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

Voici un bref résumé des nouvelles normes ou des modifications :

IFRS 10, États financiers consolidés (« IFRS 10 »)

IFRS 10 exige d'une entité qu'elle consolide une entité émettrice si elle est exposée aux rendements variables de cette dernière, ou à des droits sur ceux-ci en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et si elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait de son pouvoir sur l'entité émettrice. Selon les IFRS actuellement en vigueur, la consolidation est requise quand une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une autre entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. La Société a réévalué ses conclusions en matière de consolidation en date du 1^{er} janvier 2013 et a déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'avait donné lieu à aucun changement touchant la consolidation de ses filiales.

IFRS 11, Partenariats (« IFRS 11 »)

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et exige que les partenariats soient classés soit comme des entreprises communes, soit comme des coentreprises, selon les droits et obligations contractuels de chaque investisseur qui exerce un contrôle conjoint sur l'entreprise. Dans le cas d'une entreprise commune, une société comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. Une participation dans une coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence décrite dans IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). L'adoption d'IFRS 11 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (« IFRS 12 »)

IFRS 12 indique quelles sont les informations à fournir au sujet des intérêts détenus dans d'autres entités, telles que des coentreprises, des entreprises associées, des entités ad hoc et des véhicules hors bilan. La norme reprend telles quelles certaines obligations d'information existantes et établit de nouvelles obligations d'information à fournir importantes concernant la nature des participations détenues dans d'autres entités et les risques connexes. La Société a déterminé que l'adoption d'IFRS 12 n'avait aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (« IFRS 13 »)

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, établit un cadre unique pour les évaluations de la juste valeur. L'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif repose sur des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif dans les conditions courantes du marché, notamment sur des hypothèses relatives aux risques. La Société a adopté IFRS 13 de façon prospective le 1^{er} janvier 2013. L'adoption d'IFRS 13 n'a nécessité aucun ajustement aux techniques d'évaluation utilisées par la Société pour évaluer la juste valeur et n'a donné lieu à aucun ajustement des justes valeurs au 1^{er} janvier 2013. Toutefois, des informations supplémentaires sur les instruments financiers doivent être fournies.

IFRIC 20, Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert (« IFRIC 20 »)

IFRIC 20 a été publiée en octobre 2011. Elle fournit des directives sur la comptabilisation des frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert lorsque l'entité tire l'un des deux avantages associés à l'activité de découverte, à savoir du minerai utilisable pouvant servir à la production de stocks ou un meilleur accès à des quantités de matière supplémentaires qui seront extraites au cours de périodes futures. Nous avons adopté la norme IFRIC 20 en date du 1^{er} janvier 2013. Au moment de l'adoption d'IFRIC 20, nous avons évalué l'actif au titre de la découverte inscrit à l'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2012 et avons déterminé qu'il existait une composante identifiable du corps minéralisé à laquelle l'actif au titre de la découverte pouvait être associé. Par conséquent, la Société n'a présenté aucun état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} janvier 2012, puisqu'elle n'a comptabilisé aucun ajustement du solde.

4. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur (suite)**IFRIC 20, Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert (« IFRIC 20 »)**
(suite)

L'incidence de l'adoption d'IFRIC 20 se présente comme suit :

Ajustements à l'état consolidé de la situation financière

| | Au 31 décembre 2012 (montant présenté antérieurement) | Ajustements découlant d'une modification de méthode comptable (IFRIC 20) | Au 31 décembre 2012 (montant retraité) |
|---|--|--|--|
| Immobilisations corporelles | 406 030 | (1 314) | 404 716 |
| Résultats non distribués | 120 152 | (1 039) | 119 113 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 14 278 | (275) | 14 003 |

Ajustements à l'état consolidé du résultat

| | Trimestre terminé le 31 mars 2012 (montant présenté antérieurement) | Ajustements découlant d'une modification de méthode comptable (IFRIC 20) | Trimestre terminé le 31 mars 2012 (montant retraité) |
|--|--|--|--|
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 12 121 | 129 | 12 250 |
| Diminution du résultat net de la période | | (129) | |
| Résultat net attribuable aux : | | | |
| Actionnaires | 28 122 | (16) | 28 106 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 3 349 | (113) | 3 236 |
| Diminution du résultat net de la période | | (129) | |
| Résultat par action | | | |
| De base | 0,10 | – | 0,10 |
| Dilué | 0,10 | – | 0,10 |

Ajustements au tableau consolidé des flux de trésorerie

| | Trimestre terminé le 31 mars 2012 (montant présenté antérieurement) | Ajustements découlant d'une modification de méthode comptable (IFRIC 20) | Trimestre terminé le 31 mars 2012 (montant retraité) |
|--|--|--|--|
| Activités opérationnelles | | | |
| Résultat net de la période | 31 471 | (129) | 31 342 |
| Ajustement au titre de la dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 12 121 | 129 | 12 250 |
| Variation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | – | |

4. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur (suite)

IFRIC 20, Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert (« IFRIC 20 »)
(suite)

Ajustements à l'état consolidé du résultat

| | Exercice terminé le 31 décembre 2012 | Ajustements découlant d'une modification de méthode comptable | Exercice terminé le 31 décembre 2012 |
|---|---|--|---|
| | (montant présenté antérieurement) | (IFRIC 20) | (montant retraité) |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 59 248 | 1 314 | 60 562 |
| Diminution du résultat net de l'exercice | | (1 314) | |
| Résultat net attribuable aux : | | | |
| Actionnaires | (6 604) | (1 039) | (7 643) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (2 452) | (275) | (2 727) |
| Diminution du résultat net de l'exercice | | (1 314) | |
| Résultat par action | | | |
| De base | (0,02) | (0,01) | (0,03) |
| Dilué | (0,02) | (0,01) | (0,03) |

Ajustements au tableau consolidé des flux de trésorerie

| | Exercice terminé le 31 décembre 2012 | Ajustements découlant d'une modification de méthode comptable | Exercice terminé le 31 décembre 2012 |
|---|---|--|---|
| | (montant présenté antérieurement) | (IFRIC 20) | (montant retraité) |
| Activités opérationnelles | | | |
| Résultat net de l'exercice | (9 056) | (1 314) | (10 370) |
| Ajustement au titre de la dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 59 248 | 1 314 | 60 562 |
| Variation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | | — | |

Modifications d'autres normes

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27R ») et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27R traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. Les modifications apportées à IAS 28 étendent le champ d'application de la norme aux coentreprises et reflètent les modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13. La Société a déterminé que l'adoption de ces modifications n'avait aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

De plus, il y a eu des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin d'exiger que les entités regroupent les éléments compris dans les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net. Depuis le 1^{er} janvier 2013, la Société regroupe ces éléments dans son état consolidé du résultat global.

5. Estimations et jugements comptables critiques

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs sont revus à chaque date de clôture pour vérifier s'il existe un indice quelconque qu'un actif a pu se déprécier et lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette détermination requiert des jugements significatifs. Certains facteurs peuvent déclencher la nécessité de procéder à un test de dépréciation, notamment, sans s'y limiter, des tendances négatives significatives du secteur ou de la conjoncture, y compris dans le cours de l'or et dans les pertes courantes, projetées ou historiques, qui indiquent des pertes continues et des dépenses d'investissement différées.

L'évaluation des justes valeurs par la Société, en ce qui concerne la valeur comptable des actifs non financiers, repose sur de nombreuses hypothèses; il est donc possible que les justes valeurs estimatives diffèrent des justes valeurs réelles.

Les justes valeurs reposent, en partie, sur des facteurs qui peuvent échapper partiellement ou complètement au contrôle de la Société. Cette évaluation comporte une comparaison des justes valeurs estimatives des actifs non financiers à leur valeur comptable respective. Les estimations de la juste valeur par la Société reposent sur de nombreuses hypothèses, notamment, sans s'y limiter, les estimations visant les cours de l'or réalisés, les charges d'exploitation, les taux de récupération de l'or, les réserves minérales, les dépenses d'investissement et les coûts de remise en état des sites ainsi que les taux de change futurs prévus. Les justes valeurs estimatives pourraient différer des justes valeurs réelles et les écarts pourraient être significatifs et avoir une incidence importante sur la situation financière et le résultat opérationnel de la Société. L'estimation des réserves minérales représente la variable la plus importante dans l'estimation des justes valeurs par la Société. Une diminution des réserves pourrait entraîner une perte de valeur qui pourrait réduire le résultat net de la Société.

L'estimation par la direction des flux de trésorerie futurs est soumise à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, il est raisonnablement possible que des changements surviennent en raison de l'évolution de la conjoncture, changements qui pourraient avoir une incidence sur la recouvrabilité des actifs non financiers de la Société.

Au premier trimestre de 2013, une perte de valeur de 35 100 000 \$ (néant en 2012) a été comptabilisée à l'égard de la mine Samira Hill, au Niger, dont une tranche de 25 900 000 \$ se rapporte à des immobilisations corporelles et une tranche de 9 200 000 \$ se rapporte à du minerai empilé et à des fournitures et pièces de rechange. Cette perte de valeur résulte de la décision de réduire les opérations de cette mine à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Se reporter à la note 10 des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés pour plus de précisions.

Après la clôture du trimestre, les cours de marché de l'or ont reculé considérablement et sont tombés en deçà des prix utilisés dans nos plus récents modèles financiers. Si les prix de l'or demeuraient à ce niveau durant une longue période, nous pourrions devoir réévaluer nos hypothèses concernant les prix à long terme, et une importante révision à la baisse de nos prix à long terme constituerait un indice de perte de valeur potentielle. De plus, après la clôture du trimestre, le cours des actions de la Société a diminué de telle sorte que la valeur comptable des actifs nets de la Société a dépassé sa capitalisation boursière, ce qui constitue également un indice de perte de valeur possible. Si la présence de ces indices de dépréciation était décelée à la clôture de notre prochaine période de présentation de l'information financière, la Société pourrait devoir procéder à un test de dépréciation.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale d'immobilisations corporelles relatives aux mines étant donné que les activités minières sont assujetties à plusieurs lois et règlements sur la protection de l'environnement. En général, ces lois et règlements sont en constante évolution, et des dépenses ont déjà été faites et seront faites à l'avenir pour se conformer à ces lois et règlements.

La valeur actualisée estimative des obligations de remise en état est comptabilisée dans la période au cours de laquelle les obligations surviennent. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe est comptabilisée et la dotation aux amortissements se fait sur la durée de vie de l'actif. Le passif est augmenté à chaque période afin de refléter la tranche intérêts (désactualisation) prise en compte dans son évaluation initiale à la juste valeur, et il est aussi ajusté pour tenir compte des changements dans l'estimation du montant, du moment du changement du taux d'actualisation et du coût des travaux à effectuer.

5. Estimations et jugements comptables critiques (suite)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (suite)

Les coûts de restauration future sont comptabilisés selon la meilleure estimation par la direction à la fin de chaque période des coûts en trésorerie non actualisés prévus pour chaque site. La comptabilisation des obligations de restauration et de remise en état exige de la direction qu'elle fasse des estimations des coûts futurs qu'elle engagera pour réaliser les travaux nécessaires à cet égard, conformément aux lois et règlements en vigueur là où elle mène des activités minières. Les estimations dépendent des coûts de la main-d'œuvre, des répercussions environnementales connues, de l'efficacité des mesures de remise en état et de restauration, des taux d'inflation et des taux d'intérêt avant impôt qui reflètent l'évaluation du marché courante de la valeur temps de l'argent, ainsi que des risques spécifiques à l'obligation. La direction estime aussi le moment des dépenses, lequel peut changer selon les activités opérationnelles poursuivies et les réserves minérales récemment découvertes.

Les coûts réels engagés peuvent différer de ces estimations. De plus, les changements futurs apportés aux lois et à la réglementation environnementales pourraient accroître l'étendue des travaux de restauration et de remise en état devant être exécutés par la Société. Toute augmentation des coûts futurs pourrait avoir une incidence significative sur le résultat opérationnel. Une étude relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations fait actuellement l'objet d'un examen et devrait être achevée en 2013.

6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

| | Au 31 mars 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|---------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| Trésorerie | 117 273 | 119 451 |
| Équivalents de trésorerie | 20 000 | 20 000 |
| | 137 273 | 139 451 |

Au 31 mars 2013, la trésorerie comprenait l'encaisse ainsi que des dépôts à vue d'un montant de 117 273 000 \$, ce qui incluait 23 042 000 \$ d'encaisse portant intérêt au taux de 0,4000 % par an.

Les équivalents de trésorerie dont disposait la Société au 31 mars 2013 se composaient de quatre dépôts bancaires à coupon zéro de 5 000 000 \$ chacun (totalisant 20 000 000 \$) venant à échéance entre le 21 juin 2013 et le 23 septembre 2013 et portant intérêt à un taux se situant entre 0,1325 % et 0,1700 % par an.

Au 31 décembre 2012, la trésorerie comprenait l'encaisse ainsi que des dépôts à vue d'un montant de 119 451 000 \$, ce qui incluait 33 530 000 \$ d'encaisse portant intérêt au taux de 0,4000 % par an.

Les équivalents de trésorerie dont disposait la Société au 31 décembre 2012 se composaient de quatre dépôts bancaires à coupon zéro de 5 000 000 \$ chacun (totalisant 20 000 000 \$) portant intérêt à un taux se situant entre 0,1525 % et 0,1700 % par an et venant à échéance entre le 26 mars 2013 et le 21 juin 2013.

Malgré le fait que la période de placement de ces dépôts bancaires soit supérieure à 90 jours, ceux-ci sont réputés être des équivalents de trésorerie hautement liquides, car ils peuvent être rachetés en tout temps sans pénalité.

7. Clients et autres débiteurs

| | Au 31 mars 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|-----------------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| Créances clients – or | 4 049 | 11 119 |
| Autres débiteurs | 18 523 | 19 276 |
| | 22 572 | 30 395 |

Les créances clients se rapportent aux livraisons d'or dont le paiement n'a pas encore été effectué. Elles ne portent pas intérêt et sont généralement réglées dans les 15 jours suivant la date de la livraison. Les créances clients ne sont ni en souffrance ni dépréciées.

Les autres débiteurs incluent des montants à recevoir au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (la « TVA ») totalisant 18 169 000 \$ au 31 mars 2013 (17 978 000 \$ au 31 décembre 2012). Ces montants ne portent pas intérêt et sont généralement réglés dans un délai de 1 à 6 mois. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, les créances irrécouvrables liées à la mine Kiniero se rapportant à des montants à recevoir au titre de la TVA ont totalisé 393 000 \$ (148 000 \$ en 2012).

Au 31 mars 2013, il n'y avait aucun montant en souffrance à recevoir au titre de la TVA pour lequel une correction pour créances douteuses n'avait pas été comptabilisée (aucun montant au 31 décembre 2012).

Au 31 mars 2013, la Société ne détenait aucune garantie sur les créances (aucune garantie au 31 décembre 2012).

8. Stocks

| | Au 31 mars 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|---|-----------------------------|---------------------------------|
| Lingots d'or | 1 367 | 7 714 |
| Or en voie de production | 14 218 | 13 640 |
| Minerai empilé | 2 662 | 7 102 |
| Fournitures et pièces de rechange | 63 475 | 68 373 |
| | 81 722 | 96 829 |

Le coût des stocks qui a été imputé aux résultats représente principalement les charges d'exploitation minière et la quasi-totalité de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, une provision au titre de l'obsolescence de 21 000 \$ a été comptabilisée (108 000 \$ en 2012). De plus, la valeur du minerai empilé et des fournitures et pièces de rechange a été réduite respectivement de 5 200 000 \$ et de 4 000 000 \$ de manière à la ramener à la valeur nette de réalisation. Cette réduction totale de 9 200 000 \$ de la valeur des stocks résulte de la décision de réduire les opérations à la mine Samira Hill à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Il n'y a eu aucune reprise de perte de valeur au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013 (aucune en 2012).

Notes annexes

(en dollars américains, sauf indication contraire; les chiffres des tableaux sont présentés en milliers de dollars américains – non audité)

9. Immobilisations corporelles

| | Coûts d'acquisition et frais d'exploration et de dévelop- pement différés | Bâtiments et matériel relatifs à l'explo- itation minière | Équipement d'extraction minière | Matériel roulant, matériel de communi- cation et matériel informatique | TOTAL |
|---|--|--|---------------------------------------|--|----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Trimestre terminé le | | | | | |
| 31 mars 2013 | | | | | |
| Valeur comptable nette au début de la période ¹ | 187 773 | 134 494 | 76 112 | 6 337 | 404 716 |
| Acquisitions | 26 676 | 8 191 | 918 | 166 | 35 951 |
| Perte de valeur (note 10) | (18 337) | (7 200) | | (363) | (25 900) |
| Dotation aux amortissements | (7 486) | (2 618) | (3 780) | (560) | (14 444) |
| Valeur comptable nette à la fin de la période | 188 626 | 132 867 | 73 250 | 5 580 | 400 323 |
| Au 31 mars 2013 | | | | | |
| Coût | 406 869 | 229 177 | 117 190 | 18 137 | 771 373 |
| Cumul des amortissements | (218 243) | (96 310) | (43 940) | (12 557) | (371 050) |
| Valeur comptable nette | 188 626 | 132 867 | 73 250 | 5 580 | 400 323 |
| Actifs non amortis inclus dans ce qui précède ² | 6 055 | 17 577 | 287 | 213 | 24 132 |
| Exercice terminé le 31 décembre 2012¹ | | | | | |
| Valeur comptable nette au début de l'exercice | 183 205 | 122 445 | 50 475 | 6 062 | 362 187 |
| Acquisitions | 100 035 | 38 277 | 42 588 | 3 286 | 184 186 |
| Radiation | (16 998) | – | – | – | (16 998) |
| Perte de valeur | (40 380) | (12 720) | (6 000) | (900) | (60 000) |
| Dotation aux amortissements | (38 089) | (13 508) | (10 951) | (2 111) | (64 659) |
| Valeur comptable nette à la fin de l'exercice .. | 187 773 | 134 494 | 76 112 | 6 337 | 404 716 |
| Au 31 décembre 2012¹ | | | | | |
| Coût | 380 193 | 220 986 | 116 272 | 17 971 | 735 422 |
| Cumul des amortissements | (192 420) | (86 492) | (40 160) | (11 634) | (330 706) |
| Valeur comptable nette | 187 773 | 134 494 | 76 112 | 6 337 | 404 716 |
| Actifs non amortis inclus dans ce qui précède ² | 4 800 | 35 350 | 18 796 | 133 | 59 079 |

¹ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20. Se reporter à la note 4.

² Les actifs non amortis comprennent les pièces de rechange essentielles non installées de 8 040 000 \$ (6 369 000 \$ au 31 décembre 2012) et les actifs en cours de construction ou en transit de 16 092 000 \$ (52 710 000 \$ au 31 décembre 2012).

10. Dépréciation d'immobilisations corporelles

La Société a pris la décision d'évaluer des alternatives stratégiques pour la mine Samira Hill. En conséquence, il a été décidé de différer les dépenses d'investissement liées à la mine Samira Hill et de réduire les opérations à la mine Samira Hill à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Un test de dépréciation a dû être effectué au 31 mars 2013 en raison de ces décisions.

Le test de dépréciation a indiqué que la valeur recouvrable calculée en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente était inférieure à la valeur comptable de cette unité génératrice de trésorerie. Un taux d'actualisation après impôt de 8,5 % a été utilisé aux fins du calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Par conséquent, pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, la Société a comptabilisé, à l'état consolidé du résultat, une perte de valeur des actifs non financiers de 35 100 000 \$ (néant en 2012), dont une tranche de 25 900 000 \$ se rapporte à des immobilisations corporelles et une tranche de 9 200 000 \$ se rapporte à du minerai empilé ainsi qu'à des fournitures et pièces de rechange (se reporter à la note 8) pour la mine Samira Hill. Cette perte de valeur a été comptabilisée dans le secteur d'exploitation de la mine Samira Hill.

11. Provisions

| | Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations \$ | Autres \$ | Total \$ |
|---|---|---------------------------------------|---|
| Au 1 ^{er} janvier 2012 | 8 505 | – | 8 505 |
| Provisions supplémentaires | 1 274 | 4 700 | 5 974 |
| Augmentation attribuable à la charge de désactualisation | 596 | – | 596 |
| Utilisées au cours de la période | – | – | – |
| Au 31 décembre 2012 | 10 375 | 4 700 | 15 075 |
| Provisions supplémentaires | 418 | – | 418 |
| Augmentation attribuable à la charge de désactualisation | 183 | – | 183 |
| Utilisées au cours de la période | (11) | (137) | (148) |
| Au 31 mars 2013 | 10 965 | 4 563 | 15 528 |
| | | Au 31 mars 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
| Partie courante | | 2 803 | 2 588 |
| Partie non courante | | 12 725 | 12 487 |
| | | 15 528 | 15 075 |

11. Provisions (suite)

Au 31 mars 2013, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'établissait à 10 965 000 \$ (10 375 000 \$ au 31 décembre 2012) et sa valeur estimative non actualisée se chiffrait à 13 441 000 \$ (12 752 000 \$ au 31 décembre 2012). Les sorties de fonds au titre de ces obligations devraient être effectuées au cours des exercices 2013 à 2021. Une charge d'actualisation de 183 000 \$ (596 000 \$ en 2012) a été imputée aux résultats dans les charges financières au premier trimestre de 2013 afin de rendre compte d'une augmentation de la valeur comptable de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, laquelle a été établie à l'aide d'un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 % (7 % en 2012).

Les autres provisions comprennent une entente de rémunération spéciale de 2 563 000 \$ (2 700 000 \$ au 31 décembre 2012) conclue avec l'ancien président et chef de la direction ainsi qu'une provision au titre de l'impôt de 2 000 000 \$ (2 000 000 \$ au 31 décembre 2012) relative à l'avis de cotisation reçue du gouvernement du Burkina Faso. La valeur non actualisée de l'entente de rémunération spéciale se chiffrait à 3 081 000 \$ (3 218 000 \$ au 31 décembre 2012).

12. Instruments financiers

Catégories d'évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers ont été classés dans des catégories qui définissent leur base d'évaluation et, dans le cas des éléments évalués à la juste valeur, qui déterminent si les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat ou dans les autres éléments du résultat global. Ces catégories sont les suivantes : prêts et créances, actifs disponibles à la vente et, dans le cas des passifs, au coût amorti. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs et des passifs classés dans chacune de ces catégories au 31 mars 2013 et au 31 décembre 2012.

| | Au 31 mars 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|--|-----------------------------|---------------------------------|
| Actifs financiers | | |
| Prêts et créances | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 137 273 | 139 451 |
| Liquidités soumises à des restrictions | 1 996 | 923 |
| Créances clients – or | 4 049 | 11 119 |
| Autres débiteurs (à l'exception de la TVA) | 354 | 1 298 |
| Actifs disponibles à la vente | | |
| Placement dans GoviEx | 19 600 | 19 600 |
| | 163 272 | 172 391 |
| Passifs financiers | | |
| Coût amorti | | |
| Dettes fournisseurs et autres passifs financiers | 45 463 | 53 853 |
| Dividendes à verser | – | 5 492 |
| Avance à payer | 938 | 915 |
| | 46 401 | 60 260 |

12. Instruments financiers (suite)

Juste valeur

La Société estime que la valeur comptable de tous ses passifs financiers comptabilisés au coût amorti dans ses états financiers avoisine leur juste valeur, y compris l'avance à payer, dont la valeur comptable est jugée avoisiner la juste valeur en raison de l'échéance rapprochée de ce passif. Les actifs et les passifs financiers courants sont évalués à la valeur comptable, qui est considérée comme une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée. C'est le cas de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients – or, des autres débiteurs (à l'exception de la TVA), des liquidités soumises à des restrictions, des dettes fournisseurs et des autres passifs financiers, des dividendes à verser et de l'avance à payer.

La hiérarchie de la juste valeur selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués se présente comme suit :

- Niveau 1 – comprend les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 – comprend des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement, soit indirectement.
- Niveau 3 – comprend des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables du marché.

Le département des finances de la Société est responsable de l'évaluation des instruments financiers, y compris ceux classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Le processus d'évaluation et les résultats en ressortant sont passés en revue et approuvés chaque trimestre par la direction, aux dates de clôture des trimestres de la Société. Les résultats de l'évaluation font l'objet de discussions avec le comité d'audit dans le cadre de la revue trimestrielle des états financiers de la Société.

Selon son analyse de la nature et des caractéristiques des titres de capitaux propres et des risques qui y sont associés, la Société a déterminé qu'il était approprié de présenter ceux-ci par secteur et par type de placement. Le placement dans GoviEx, société de ressources minérales à capital fermé qui se concentre sur l'exploration et le développement de propriétés uranifères, est inclus au poste « Placement » et était évalué à une juste valeur de 19 600 000 \$ au 31 mars 2013 et au 31 décembre 2012. La juste valeur du placement est évaluée de façon continue. La Société estime la juste valeur du placement dans GoviEx selon l'information la plus récente dont elle dispose sur ce placement en titres de capitaux propres d'une société fermée. En conséquence, ce placement est classé comme un instrument financier de niveau 3 selon la hiérarchie des justes valeurs de la Société, étant donné que l'information n'est pas fondée sur des données observables du marché. Si l'information disponible la plus récente n'est pas jugée appropriée pour déterminer adéquatement la juste valeur du placement dans GoviEx, la direction déterminera la juste valeur de ce placement en appliquant une approche de marché fondée sur la variation moyenne du cours des actions de sociétés ouvertes de référence ou sur un indice boursier pour une période donnée. La juste valeur de GoviEx n'a pas varié au cours du premier trimestre de 2013 et de 2012, ce qui n'a donc eu aucune incidence sur les autres éléments du résultat global. Toutefois, au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, la Société n'a comptabilisé aucun profit ni aucune perte supplémentaire au titre d'autres éléments du résultat global (néant en 2012) se rapportant à la variation de la juste valeur du placement dans GoviEx, d'après les estimations de la Société établies au moyen d'une technique d'évaluation fondée sur le marché.

En 2011, la Société a investi 25 101 000 \$ dans des titres de capitaux propres cotés. Ce placement a été classé dans le niveau 1. Au cours du premier trimestre de 2012, la Société a investi une tranche supplémentaire de 4 813 000 \$, portant ainsi le placement courant total à 29 914 000 \$. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012, elle a comptabilisé dans l'état des autres éléments du résultat global une perte s'élevant à 7 362 000 \$ (néant en 2013) en raison de la diminution de la juste valeur du placement courant. La Société a vendu ce placement courant au cours du deuxième trimestre de 2012 pour un produit de 5 617 000 \$, ce qui a donné lieu à une perte réalisée de 24 297 000 \$. La Société a reclassé cette perte en résultat net après la vente du placement.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 au 31 mars 2013 et au 31 décembre 2012.

13. Charges d'exploitation minière

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ |
|-----------------------------------|---|---|
| Coûts de production | 46 124 | 37 242 |
| Redevances gouvernementales | 5 547 | 5 077 |
| | 51 671 | 42 319 |

14. Charges administratives

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ |
|--|---|---|
| Corporatif – Charges administratives | 4 134 | 4 807 |
| Sites - Charges administratives | 1 153 | 1 512 |
| | 5 287 | 6 319 |

15. Rémunération fondée sur des actions

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ |
|---|---|---|
| Régimes d'options sur actions a) | 631 | 797 |
| Régimes d'unités d'actions restreintes b) | 82 | (19) |
| | 713 | 778 |

a) Options

En tout, 339 000 nouvelles options ont été émises en faveur d'administrateurs de la Société au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013 (131 000 nouvelles options en 2012). La juste valeur de marché des options attribuées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013 s'est établie à 498 000 \$ (505 000 \$ en 2012). Les droits sous-jacents aux 339 000 nouvelles options ont été acquis immédiatement.

La charge de rémunération fondée sur des actions a été calculée d'après la juste valeur des options émises, au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes et à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 | Trimestre terminé le 31 mars 2012 |
|--|---|---|
| Dividende attendu par action | 1,27 % | 0 % |
| Volatilité prévue | 60 % | 60 % |
| Taux d'intérêt sans risque | 1,35 % | 1,31 % |
| Durée de vie attendue | 5 ans | 5 ans |
| Juste valeur – moyenne pondérée des options émises | 1,47 \$ | 3,86 \$ |

15. Rémunération fondée sur des actions (suite)**a) Options** (suite)

La volatilité prévue a été déterminée d'après la volatilité historique.

Pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, le total de la charge de rémunération fondée sur des actions liée aux régimes d'options sur actions s'est élevé à 631 000 \$ (797 000 \$ en 2012) et a été inscrit en surplus d'apport.

En tout, 50 000 options ont été exercées au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013 aux termes du régime initial, pour une contrepartie en trésorerie de 108 000 \$. De ce montant, une tranche de 41 000 \$ a été reclassée du surplus d'apport au capital social. Au cours de l'exercice 2012, 37 000 options avaient été exercées aux termes du régime initial, pour une contrepartie en trésorerie de 47 000 \$. De ce montant, une tranche de 17 000 \$ avait été reclassée du surplus d'apport au capital social.

Les options octroyées aux employés, aux administrateurs, aux dirigeants et aux consultants aux termes des régimes sont présentées dans le tableau suivant :

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 | | Trimestre terminé le 31 mars 2012 | |
|---|---|--|---|--|
| (en milliers, sauf le prix d'exercice moyen pondéré) | Nombre d'options (en milliers) | Prix d'exercice moyen pondéré \$ | Nombre d'options (en milliers) | Prix d'exercice moyen pondéré \$ |
| Solde au début de la période | 9 158 | 2,78 (2,77 \$ CA) | 9 265 | 2,66 (2,71 \$ CA) |
| Exercées | (50) | 2,17 (2,20 \$ CA) | (37) | 1,28 (1,28 \$ CA) |
| Émises | 339 | 3,10 (3,15 \$ CA) | 131 | 7,46 (7,45 \$ CA) |
| Solde à la fin de la période | 9 447 | 2,74 (2,79 \$ CA) | 9 359 | 2,79 (2,78 \$ CA) |
| Options pouvant être exercées à la fin de la période | 8 133 | 2,63 (2,67 \$ CA) | 6 644 | 2,54 (2,54 \$ CA) |

b) Unités d'actions restreintes (« UAR »)

Les activités relatives aux UAR pour les trimestres terminés les 31 mars 2013 et 2012 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

| | UAR non acquises |
|--|------------------|
| En circulation au 1 ^{er} janvier 2012 | 515 000 |
| En circulation au 31 mars 2012 | 515 000 |
| En circulation au 1 ^{er} janvier 2013 | 1 285 000 |
| Régime de 2013 | 1 620 000 |
| Annulées par renonciation | (69 000) |
| En circulation au 31 mars 2013 | 2 836 000 |

Aucun droit sous-jacent aux UAR n'était acquis au 31 mars 2013 (aucun en 2012).

15. Rémunération fondée sur des actions (suite)

b) Unités d'actions restreintes (« UAR ») (suite)

Le tableau ci-dessous présente la ventilation de la charge du régime d'unités d'actions restreintes :

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ |
|---|---|---|
| Charge liée aux UAR en circulation | 1 121 | 453 |
| Crédit lié à la variation de la juste valeur du cours de l'action | (1 039) | (472) |
| | 82 | (19) |

16. Charges financières

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ |
|--|---|---|
| Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 183 | 150 |
| Charge de désactualisation de l'avance à payer à la République du Niger ... | 23 | 53 |
| Autres | 233 | 44 |
| | 439 | 247 |

17. Participations ne donnant pas le contrôle

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ (montants retraités – note 4) |
|--|---|---|
| Gouvernement du Burkina Faso – 10 % dans SEMAFO Burkina Faso S.A. . | 2 228 | 3 407 |
| Gouvernement du Niger – 20 % dans la Société des Mines du Liptako (SML) S.A. | (7 969) | 537 |
| Gouvernement de Guinée – 15 % dans SEMAFO Guinée S.A. | (140) | (708) |
| | (5 881) | 3 236 |

18. Résultat par action

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ (montants retraités – note 4) |
|--|---|---|
| (en milliers de dollars, à l'exception des actions et des montants par action) | | |
| Résultat net de la période attribuable aux actionnaires | (7 290) | 28 106 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base) | 273 248 | 273 026 |
| Effet de dilution des options ¹ | – | 5 316 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (dilué) | 273 248 | 278 342 |
| Résultat de base par action | (0,03) | 0,10 |
| Résultat dilué par action | (0,03) | 0,10 |

¹ Comme la Société a inscrit une perte nette attribuable aux actionnaires pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, le résultat dilué par action a été calculé à partir du nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation, l'effet des options étant antidilutif.

19. Engagements financiers

Obligations d'achat

Au 31 mars 2013, les obligations d'achat totalisaient 8 371 000 \$. De plus, au 1^{er} octobre 2011, la Société a conclu une entente avec la Société Nationale d'Électricité du Burkina Faso, Sonabel, aux termes de laquelle la Société avancera 9 500 000 \$ pour la construction d'une ligne de transport à haute tension de 73 kilomètres. Ce montant est remboursable à la Société par Sonabel sur une période de huit ans suivant la mise en service. Au 31 mars 2013, aucun montant n'a été avancé à Sonabel à l'égard de ce projet.

Redevances gouvernementales et taxes de développement

Au Burkina Faso, le taux de redevances sur les volumes expédiés est de 3 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or inférieur ou égal à 1 000 \$ l'once, de 4 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or se situant entre 1 000 \$ et 1 300 \$ l'once et de 5 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or supérieur à 1 300 \$ l'once.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, la Société était assujettie à une redevance de 5 %, dont le calcul se faisait à l'aide de la valeur au marché de détail des onces d'or vendues au moment de leur livraison. Au premier trimestre de 2013, des redevances totalisant 3 694 000 \$ (3 888 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso.

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5,5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Samira Hill payable à la République du Niger. Au premier trimestre de 2013, des redevances totalisant 1 372 000 \$ (1 189 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Niger.

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Kiniero payable à la République de la Guinée. De plus, la Société doit investir 0,4 % de ses ventes d'or dans des projets locaux de développement. Au premier trimestre de 2013, des redevances totalisant 481 000 \$ (néant en 2012) ont été payées au gouvernement de la Guinée.

Redevance à la sortie de la fonderie – Mine Samira Hill

Par suite de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle que détenait Etruscan Resources Inc. (« Etruscan ») dans la filiale exploitant la mine Samira Hill au Niger, la Société est assujettie à une redevance à la sortie de la fonderie de 1,5 %. Cette redevance ne s'appliquera qu'une fois que la mine aura produit 750 000 onces d'or, calculées à compter du 1^{er} juillet 2009. Depuis le 1^{er} juillet 2009, la mine Samira Hill a produit un total de 188 600 onces. La Société s'est vu accorder un droit de premier refus qu'elle pourra exercer si Etruscan décide de vendre cette redevance.

20. Informations financières incluses dans le tableau consolidé des flux de trésorerie

a) Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ |
|---------------------------------------|---|---|
| Clients et autres débiteurs | 7 823 | 28 770 |
| Provisions | (148) | – |
| Stocks | 4 175 | (8 715) |
| Autres actifs courants | 646 | (1 709) |
| Fournisseurs et charges à payer | (15 522) | (6 625) |
| Impôt sur le résultat à payer | (42) | 6 833 |
| | (3 068) | 18 554 |

b) Information supplémentaire sur les éléments hors trésorerie

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 \$ | Trimestre terminé le 31 mars 2012 \$ |
|---|---|---|
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles attribuée aux frais d'exploration et aux frais de découverte | 2 120 | 273 |
| Effet net de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles attribuée aux stocks | (1 732) | 1 333 |
| Nouvelles obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuées aux immobilisations corporelles | 418 | 288 |

21. Information sectorielle

La Société exerce ses activités d'exploration et d'exploitation sur différents sites au Burkina Faso, au Niger et en Guinée. Ces sites sont gérés séparément compte tenu de leur différent emplacement géographique ainsi que des lois propres à chaque pays. Les secteurs opérationnels présentés rendent compte de la structure de gestion de la Société et de la manière dont le principal décideur opérationnel de la Société évalue la performance commerciale. La Société évalue la performance de ses secteurs opérationnels principalement en fonction du résultat opérationnel, comme le montrent les tableaux qui suivent.

| | Trimestre terminé le 31 mars 2013 | | | | |
|---|--|----------------------------|-------------------------|-------------------------------|----------------|
| | Mana Burkina Faso \$ | Samira Hill Niger \$ | Kiniero Guinée \$ | Corporatif et autres \$ | Total \$ |
| Produits – Ventes d'or | 72 578 | 24 648 | 8 829 | – | 106 055 |
| Charges d'exploitation minière | 31 836 | 14 849 | 4 986 | – | 51 671 |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles | 9 349 | 3 716 | 949 | 209 | 14 223 |
| Charges administratives | 728 | 346 | 79 | 4 134 | 5 287 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative ... | 368 | 32 | 5 | 331 | 736 |
| Rémunération fondée sur des actions .. | – | – | – | 713 | 713 |
| | 30 297 | 5 705 | 2 810 | (5 387) | 33 425 |
| Perte de valeur (note 10) | – | 35 100 | – | – | 35 100 |
| Résultat opérationnel | 30 297 | (29 395) | 2 810 | (5 387) | (1 675) |
| Immobilisations corporelles | 361 582 | 5 745 | 27 018 | 5 978 | 400 323 |
| Total de l'actif | 493 385 | 38 183 | 44 543 | 93 161 | 669 272 |
| | Trimestre terminé le 31 mars 2012 ¹ | | | | |
| Produits – Ventes d'or | 79 233 | 21 168 | – | – | 100 401 |
| Charges d'exploitation minière | 30 089 | 11 455 | 775 | – | 42 319 |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles ¹ | 7 134 | 4 821 | 147 | 148 | 12 250 |
| Charges administratives | 726 | 527 | 259 | 4 807 | 6 319 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative ... | 249 | 49 | 5 | 388 | 691 |
| Rémunération fondée sur des actions .. | – | – | – | 778 | 778 |
| Résultat opérationnel | 41 035 | 4 316 | (1 186) | (6 121) | 38 044 |
| Immobilisations corporelles ¹ | 278 423 | 89 919 | 28 123 | 5 627 | 402 092 |
| Total de l'actif | 405 842 | 126 500 | 40 891 | 165 850 | 739 083 |

22. Événement postérieur à la date de clôture

Le 13 mai 2013, le conseil d'administration a autorisé le versement d'un dividende en trésorerie de 0,02 \$ CA par action ordinaire, payable le 15 juillet 2013 aux actionnaires enregistrés à la clôture des marchés le 30 juin 2013.

¹ Les montants ont été retraités aux fins de l'adoption de la norme IFRIC 20. Se reporter à la note 4.



UNE EXPERTISE INTERNATIONALE^{MD}
UN ENGAGEMENT HUMAIN